

1998-564

## FICHE DE PRESENTATION

**1 - La Chine, dialectique de la continuité et du changement**

**2 - LCL LATAPY Jean-Marc**

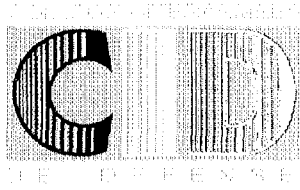
**3 - 8 Janvier 1998**

**4 - Division A**

**5 - Mémoire de géopolitique.**

**6 - La civilisation chinoise trouve ses origines dans la nuit des temps. La Chine peut sembler vouée à la stagnation et à la répétition. Pourtant, on peut déceler des transformations irréversibles, ne serait ce que par le contexte géopolitique qui a varié considérablement. Les objectifs de la Chine relèvent maintenant à la fois d'une politique de retour aux frontières dynastiques et d'une volonté nouvelle d'expansion vers le sud. Le succès de sa politique d'ouverture économique et sa diaspora puissante la conduise à amarrer au continent l'Asie maritime, berceau du miracle économique.**

**7 - Mots clefs: Chine, Asie, Asie centrale, Asie maritime, crise économique, géopolitique.**



## **Mémoire de géopolitique**

# **LA CHINE**

## **DIALECTIQUE DE LA CONTINUITÉ ET DU CHANGEMENT**

**Lieutenant-colonel Jean-Marc LATAPY**

## Table des matières

<u>Table des matières</u>	2
<u>Introduction</u>	3
<u>Les fondements de la Chine</u>	4
Une terre des contrastes	4
De nombreuses minorités ethniques mais de faible poids.	5
Diversité de la langue	6
Une histoire millénaire	7
<i>Les premières dynasties</i>	7
<i>La Chine impériale</i>	8
<i>L'intrusion de l'Occident</i>	12
<i>La première République Chinoise</i>	13
<i>La République populaire de Chine</i>	15
Des valeurs traditionnelles : pensées et religions	17
Une démographie en rupture, bombe à retardement du 21 <sup>o</sup> siècle.	18
<i>Le problème alimentaire</i>	19
<i>Le problème du vieillissement de la population</i>	20
<u>D'une stratégie continentale vers une stratégie maritime et mondiale</u>	21
Un souci permanent : l'intégrité de l'empire	21
<i>Le problème frontalier entre la Russie et la Chine et la menace de la sinisation de la Sibérie.</i>	21
<i>Le Tibet</i>	22
<i>Taiwan, province renégate</i>	23
<i>Le Xinjiang, province islamique tournée vers l'Asie centrale.</i>	24
La Chine nouvelle puissance régionale de l'Asie du sud-est.	25
<i>Politique d'expansion pour le contrôle de la mer de Chine méridionale</i>	25
<i>La stratégie d'encerclement de l'Inde, rivale régionale.</i>	26
<i>Chine, Japon, une entente impossible.</i>	27
<i>Vers un leadership économique de l'Asie orientale</i>	27
<u>Conclusion</u>	32
<u>Table des illustrations</u>	33
<u>Bibliographie</u>	34

## Introduction

La civilisation chinoise trouve ses origines dans la nuit des temps. Ses premières traces remontent à plus de trois mille ans. L'enchaînement des dynasties au cours des siècles, le respect des chinois pour la tradition sous toutes ses formes, un ordre social qui nous semble immuable, ont contribué à accréditer l'idée d'une Chine immobile vouée à la stagnation et à la répétition.

Ainsi, dès le 18<sup>ème</sup> siècle, Voltaire déclarait dans son Essai sur les mœurs de 1756. « Nous avons remarqué que le corps de cet Etat subsiste avec splendeur depuis plus de quatre mille ans, sans que les lois, les mœurs, le langage, la manière de s'habiller, aient souffert d'altération sensible ». Au début du 19<sup>ème</sup> siècle, le philosophe de l'Histoire, Hegel, renchérissait « L'immensité de l'Est asiatique se situe à l'écart du développement historique général. La société asiatique est figée, paternaliste et rétrograde. L'Empereur, capricieux et féroce ».

Pourtant, on peut déceler tout au long de l'histoire chinoise des transformations irréversibles, ne serait ce que par le contexte géopolitique qui a varié considérablement selon les époques. Le 20<sup>ème</sup> siècle a fait passer la Chine d'un Etat de conception égocentrique « l'Empire du Milieu » à un Etat désireux de jouer un rôle de premier plan dans les affaires internationales. La grande qualité d'adaptation qui lui a permis de s'adapter en deux décennies à la mondialisation de l'économie avait été mise en exergue par Saint-John Perse dès 1917. « Il m'a suffi un jour, dans la campagne chinoise, de voir avec quelle placidité familière et quel manque de surprise un paysan s'arrêtait un instant à regarder le premier avion apparu dans le ciel chinois, comme un cerf-volant de plus pour comprendre combien ce peuple de très grand âge et de très grande plasticité serait prompt à s'adapter à toutes les formes d'un syncrétisme moderne... ».

Le changement et la continuité sont intimement mêlés dans l'approche des problèmes internes et externes de la Chine. Pour bien le comprendre, il faut nécessairement connaître les fondements de la Chine qui sont ancrés dans son histoire, dans sa géographie physique et humaine et dans ses valeurs traditionnelles.

Le changement symbolisé par l'ouverture sur le monde de la Chine continentale depuis une vingtaine d'années et l'expansion économique qui en a résulté, a suscité une perception nouvelle de l'espace chinois qui inclue non seulement les territoires sous souveraineté chinoise, mais aussi les communautés d'outre-mer originaires de la Chine et l'espace maritime que représente le sud-est asiatique.

# Les fondements de la Chine

## Une terre des contrastes

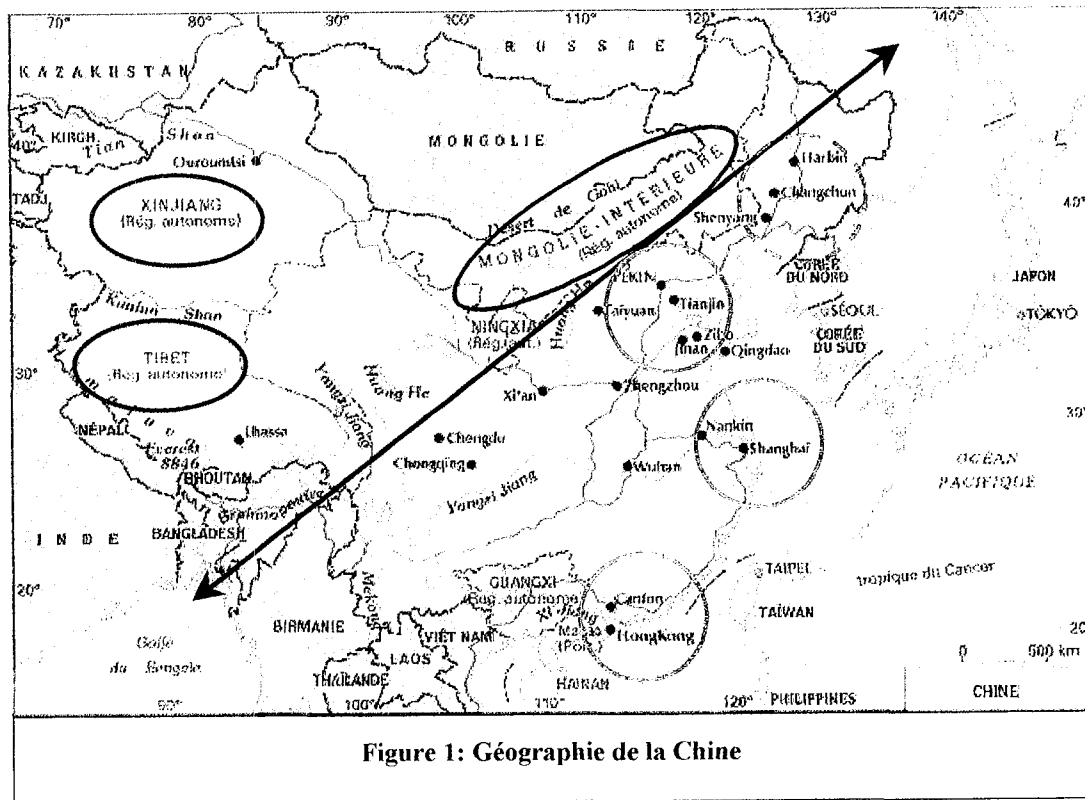


Figure 1: Géographie de la Chine

La Chine peut être considérée comme divisée en deux sous-ensembles opposés :

- Le sud-est de la Chine, collines, plaines et vallées où se concentrent 86% des chinois. Ces régions sont marquées par la mousson avec des précipitations en été et une sécheresse en hiver. Ces conditions climatiques lui permettent de ne pas connaître de ceinture désertique. Shanghai est sur la même latitude que le Sahara. Qualifiée de « Chine intérieure » ou de « Chine des dix-huit provinces », en référence aux provinces de la fin de la dynastie Qing au XIX<sup>e</sup> siècle, cet ensemble géographique est organisé en trois sous-ensembles : La Mandchourie, la Chine du nord (Cathay) et la Chine du Sud (Manji). Il est articulé autour de trois pôles principaux : au nord, le couple Pékin – Tianjin, au centre, le couple Shanghai – Nankin et au sud, le couple Canton – Hong Kong. Un quatrième couple domine la Mandchourie historique, fondé sur l'industrie héritée des chemins de fer russes (1895-1905) et de la colonisation japonaise (1905-1945).
- Le nord-ouest de la Chine est quant à lui d'altitude élevée, froid, sec et représente 60% de la superficie de l'Etat chinois. Il est occupé principalement par des peuples non chinois, représentant 7% de la population totale du pays.

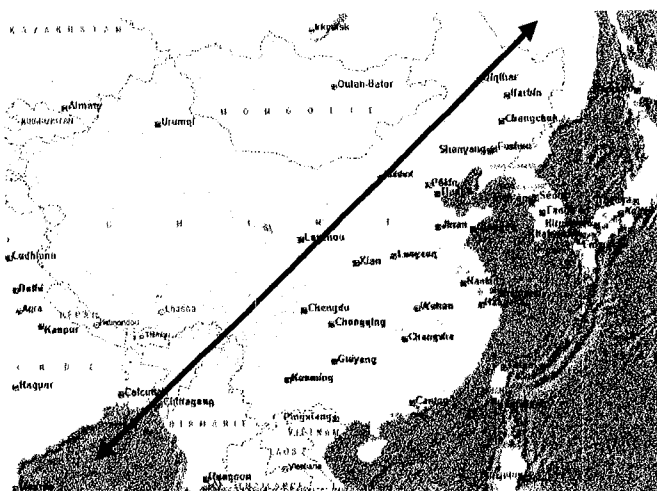


Figure 2 : Chine et densité de population

La ligne qui délimite ces deux sous-ensembles correspond à la limite communément admise entre l'Asie orientale et l'Asie centrale. Les massifs montagneux délimitent de grands bassins fluviaux qui avec leurs deltas concentrent la population et permettent les communications.

### De nombreuses minorités ethniques mais de faible poids.

La Chine, pays multinational, comporte une bonne cinquantaine de minorités.

	Population	Pourcentage
Population totale	1 130 510 000	
Han	1 039 942 755	91.99%
Zhuang	15 555 820	1.38%
Mandchous	9 846 776	0.87%
Hui	8 612 001	0.76%
Miao	7 383 622	0.65%
Ouigours	7 207 024	0.64%
Yi	6 578 524	0.58%
Tujia	5 725 049	0.51%
Mongols	4 802 407	0.42%
Tibétains	4 593 072	0.41%
Buyi	2 548 294	0.23%
Dong	2 508 624	0.22%
Yao	2 137 033	0.19%
Coréens	1 923 361	0.17%

Figure 3 : Population des nationalités de Chine (recensement 1990)

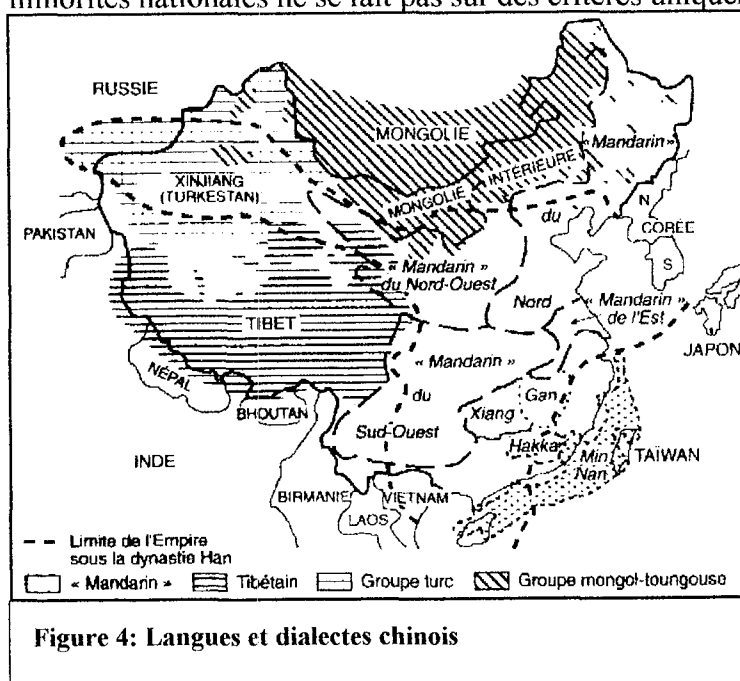
Dans l'ensemble, cependant, le poids des populations non han est très faible puisqu'elles représentaient environ 5% de la population totale en 1953, entre 8% et 9% en 1997. Cette croissance différentielle s'est accentuée depuis la mise en œuvre de la politique de limitation des naissances, les petits groupes ethniques ayant obtenu de ne pas appliquer la politique générale ou de la mettre en œuvre d'une manière beaucoup moins radicale. A terme, cependant, cette situation ne laisse pas d'être préoccupante, encore que les autorités, qui se

défendent de tout racisme, affichent une sérénité absolue : on peut estimer, sur la base des données disponibles, que la part des minorités devrait continuer à s'accroître au cours des décennies à venir (selon les chiffres du recensement de 1990, près de 10% des naissances étaient attribuables à des mères des minorités ethniques. L'ensemble des groupes minoritaires comptait 35% de jeunes de moins de quinze ans contre seulement 27% dans la population han).

Les minorités ne représentent nullement un tout cohérent. Si l'on excepte sept groupes relativement importants comptant chacun plus de cinq millions de représentants et occupant parfois des territoires compacts (Zhuang, Ouigours, Hui, Mandchous, Yi, Miao et Tujia), la plupart des ethnies minoritaires constituent de petits groupes se comptant par centaines ou dizaines de milliers d'unités. Une grande diversité les caractérise : il n'y a rien de commun entre les éleveurs nomades des hauts plateaux d'Asie centrale et les musulmans Hui, que presque rien ne distingue des Han si ce n'est la conscience d'appartenir à une religion d'origine étrangère.

## Diversité de la langue

La langue chinoise, parlée par plus d'un milliard d'individus, n'est pas la seule langue de Chine. Plusieurs dizaines de millions de personnes ne parlent pas le chinois, langue de l'ethnie majoritaire, les Han. Mais, il est difficile d'évaluer leur nombre parce que l'identification des minorités nationales ne se fait pas sur des critères uniquement linguistiques.



Les écarts entre les formes parlées du chinois conduisent à se demander s'il s'agit d'une seule langue ou d'un ensemble de dialectes. L'état chinois cherche à imposer une variété unique, la langue commune, fondée sur un dialecte mandarin, celui de Pékin. En ce qui concerne les variétés de chinois, on oppose une zone mandarine relativement homogène, qui domine au nord de la Chine, à une zone de grande diversité dialectale, au sud-est. Le mandarin couvre toute la Chine au nord du fleuve Yangzi, plus le Sichuan et les populations chinoises du Yunnan et du Guizhou. Dans cet ensemble, qui représenterait

environ 70 % des sinophones, les différences de prononciation, de syntaxe et de vocabulaire ne sont pas telles qu'au prix de quelques efforts on ne puisse s'y comprendre d'un bout à l'autre. Au sud-est de cette zone, on distingue six grands groupes de dialectes : wu, gan, xiang, cantonais, hakka, min, entre lesquels la communication orale n'est guère plus facile qu'entre les différentes langues romanes d'Europe.

L'écriture est faite de caractères invariables, séparés les uns des autres par des espaces égaux. Un caractère représente une syllabe associée à une constellation de sens. Rien dans la forme du caractère n'impose telle ou telle prononciation, ce qui a permis à cette écriture de se maintenir inchangée à travers les siècles et de transcrire non seulement des dialectes chinois

très différents mais même des langues étrangères comme le coréen, le vietnamien, le japonais. Autrement dit, alors qu'une écriture de type alphabétique ne transcrit que le signifiant, mais permet de savoir immédiatement comment une séquence de lettres se prononce, l'écriture chinoise renvoie au signe dans son ensemble, morphème ou mot, sans pour autant en indiquer précisément le sens ou la prononciation. On sait lire un caractère dès lors qu'on a appris à quel mot il correspond : c'est cette mise en relation qui détermine la compréhension. Le locuteur chinois ayant ce mot dans son vocabulaire en connaîtra aussitôt les emplois et la prononciation dans son dialecte. L'enfant à l'école, comme l'étranger, apprend en même temps un vocabulaire nouveau et son écriture.

Il est difficile d'évaluer le nombre des illettrés en Chine : cela dépend du seuil à partir duquel on admet que quelqu'un sait lire. Le nombre des caractères différents employés étant fonction de la richesse du vocabulaire, un relativement petit nombre de caractères (environ 1 500) peut suffire en milieu rural, alors qu'il en faut au moins le double pour lire aisément les journaux et les divers textes qu'on rencontre dans la vie urbaine. On peut faire cependant trois constats : il n'y a pas de « zones illettrées » (on trouve partout des gens sachant lire) ; les habitants des campagnes sont en majorité à demi illettrés parce que peu d'entre eux ont été au-delà de l'école primaire ; la majorité des habitants des villes savent lire et écrire.

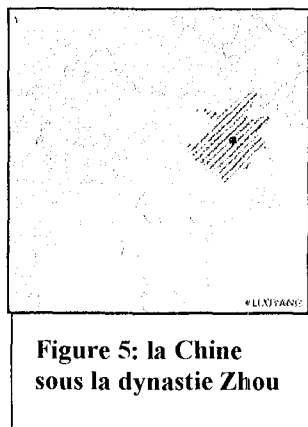
Le gouvernement de la Chine populaire a choisi en 1957 un modèle de transcription alphabétique, le pinyin, avec l'espoir qu'il se substituerait au bout d'un certain temps aux caractères. A la fin des années quatre-vingt, ce système n'est pas d'usage courant et bien peu d'adultes le maîtrisent vraiment. On pensait naguère que les techniques modernes de transmission imposeraient l'adoption d'une écriture alphabétique. La saisie informatique de textes en caractères n'étant plus une utopie, cette raison d'abandonner l'écriture s'évanouit.

## Une histoire millénaire

Les restes de l'homme de Pékin, datant de 460 000 ans et d'autres vestiges dans le Yunnan indiquent la présence de l'*Homo erectus* en Chine dès le Paléolithique inférieur. Au Néolithique, vers 5500 av. J.-C., la riziculture et la domestication du buffle sont acquises et cinq siècles plus tard, des sociétés agricoles se développèrent dans le bassin du Huang.

### *Les premières dynasties*

L'écriture se développa sous la dynastie des Shang (1766-1027 av. J.-C.). Des armes, des outils et de la vaisselle de bronze ont été retrouvés, montrant l'existence d'une métallurgie assez sophistiquée. Au XI<sup>e</sup> siècle, les Shang succombèrent aux attaques d'une cité du nom de Zhou.



**Figure 5: la Chine sous la dynastie Zhou**

La dynastie Zhou (1027-221 av. J.-C.) (周) contrôla peu à peu la moitié nord de la Chine. L'étendue du royaume et l'état primitif des communications empêchaient cependant les Zhou d'exercer et de centraliser leur pouvoir. En 770 av. J.-C, chassés par des peuplades non chinoises, ils établirent une capitale dans l'Est, à Luoyang (Henan). A la fin du V<sup>e</sup> siècle av. J.-C., la Chine fut plongée dans une période de guerre continue entre les Etats. Cette période est connue sous le nom de période des Royaumes combattants (403-221 av. J.-C.).

Ce fut au cours de cette période d'instabilité politique que naquirent

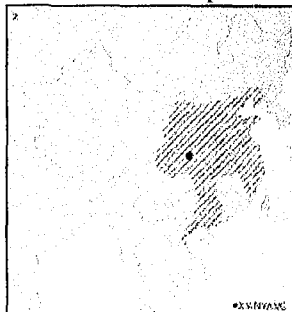
les théories politiques et les philosophies qui marquent encore de nos jours la civilisation chinoise. Le premier et de loin le plus influent des philosophes de cette période est Confucius. Il proposait une restauration des institutions sociales et politiques des débuts de la dynastie Zhou, pensant que les sages souverains de cette période avaient œuvré à créer une société idéale par l'exemple de leur vertu personnelle. Pour cette raison, il cherchait à créer une classe d'hommes vertueux et cultivés pouvant prendre en charge le gouvernement.

Une autre école de pensée politique de cette période qui exerça une influence durable sur la civilisation chinoise, fut l'école des «légistes». Partisans d'une centralisation poussée à l'extrême, ils entendaient substituer aux coutumes et aux droits ancestraux une réglementation pour chaque aspect de l'activité humaine. Pour appliquer ce système, ils souhaitaient l'établissement d'un Etat riche et puissant, avec une autorité incontestée du souverain.

A l'opposé des confucéens et des légistes se trouvaient les taoïstes, qui furent à l'origine d'un courant de pensée toujours vivace en Chine. Selon les taoïstes, chaque progrès technique ne pouvait être qu'une étape de plus dans la perte des vertus naturelles de l'homme et toute institution un progrès de l'asservissement de l'être humain.

### **La Chine impériale**

Au cours du IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C., le royaume de Qin, l'un des Etats du nord-ouest, entreprit un programme de réformes administratives, économiques et militaires inspirées le légalisme. En 256 av. J.-C., la dynastie Qin (221-206 av. J.-C.) (秦) avait soumis tous les autres royaumes chinois. C'est à partir du nom de cette dynastie que s'est formé le mot «Chine».



**Figure 6: la Chine sous la dynastie Qin**

Le premier empereur créa un empire centralisé administrativement et unifié culturellement. L'écriture fut normalisée et son usage rendu obligatoire dans tout l'empire. Pour favoriser le commerce, l'empereur standardisa les poids et mesures et la monnaie. Seule l'école de pensée du légalisme, qui avait un statut officiel, fut autorisée. Le premier empereur chercha également à étendre son royaume. Au sud, ses armées atteignirent le delta du fleuve Rouge, au Viêt-nam. Au sud-ouest, l'empire fut étendu à la plus grande partie des actuelles provinces du Yunnan, de Guizhou et du Sichuan. Au nord-ouest, il s'étendit jusqu'à Lanzhou, dans la province actuelle du Gansu. Au nord-est, une partie de la Corée dut prêter allégeance. Outre l'unification et l'expansion territoriale de la Chine, l'une des

œuvres les plus connues de cette période est la construction de la Grande Muraille.

Conquêtes militaires, construction de la Grande Muraille et autres grands travaux eurent un coût financier et humain considérable. Une fiscalité de plus en plus lourde, le service militaire obligatoire et le travail forcé inspirèrent un ressentiment profond dans la population qui finit par se révolter.

Un chef rebelle, Liu Bang élimina les prétendants au trône et se proclama empereur en 206 av. J.-C. Il établit la dynastie des Han antérieurs (206 av. J.-C.- 9 apr. J.-C.) (西漢) qui devait être la plus longue de l'histoire impériale de la Chine. Le confucianisme fut adopté comme idéologie officielle. Néanmoins, les Han y incorporèrent des idées empruntées à de nombreuses autres écoles. Les empereurs Han nommèrent les fonctionnaires sur la base du mérite plutôt que de la naissance, au vu d'examens écrits suivant là un principe confucéen.

Sous la dynastie des Han antérieurs, presque tout ce qui constitue aujourd'hui la Chine fut soumis à l'ordre impérial, bien que de nombreuses régions ne furent pas complètement assimilées. L'autorité chinoise fut établie au sud de la Mandchourie et au nord de la Corée. L'expansionnisme de l'empereur nécessita un retour à la politique légaliste pour renflouer le Trésor public. Mais, les grands propriétaires fonciers, défiant les collecteurs d'impôts du

gouvernement central, acquièrent une sorte d'exonération fiscale. L'assiette fiscale de l'empire se réduisit, et le fardeau supporté par les paysans soumis à l'impôt se fit de plus en plus lourd. Révoltes paysannes et banditisme furent le lot de cette époque.

Au cours de cette période de désordre, un courtisan ambitieux, Wang Mang, déposa l'empereur et créa la dynastie éphémère des Xin (9-23) (新). Grâce à l'aide des grands propriétaires fonciers menacés par une réforme agraire, une rébellion parvint à rétablir la dynastie Han .

Les Han postérieurs (23-220) (東漢) souffrirent de faiblesse et d'inefficacité administratives. Leur gouvernement fut déchiré, entre 168 et 170, par des luttes de factions entre les eunuques du palais et les fonctionnaires, les premiers reprochant aux seconds d'avoir usurpé leur position légitime. En 184, deux révoltes éclatèrent, menées par des sectes taoïstes. L'empire des Han commença à s'effondrer lorsque les familles de grands propriétaires fonciers, profitant de la faiblesse du gouvernement impérial, établirent leurs propres armées. Différentes dynasties se succédèrent : dynastie des Wei (220-265), dynastie Shu (221-263), dynastie des Jin occidentaux (265-317).

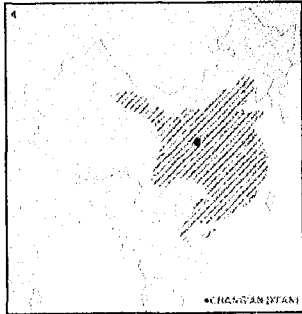
Les tribus barbares, que les Han avaient réussi à maintenir aux frontières, profitèrent de la faiblesse du gouvernement chinois pour étendre leurs zones d'influence. Les invasions commencèrent en 304 et, en 317, les tribus avaient chassé la dynastie Jin du nord de la Chine. Pendant environ trois siècles, la Chine du nord devait être soumise des dynasties non chinoises, tandis que le sud était gouverné par quatre dynasties chinoises successives, toutes centrées dans la région de l'actuelle Nankin. Aucune dynastie étrangère ne parvint à étendre sa domination sur la totalité du nord avant 420, avec la dynastie des Wei du nord (386-534).

Au cours de la seconde moitié du V<sup>e</sup> siècle, les Wei du Nord adoptèrent une politique de sinisation. La zone agricole de la Chine du Nord fut administrée de façon bureaucratique comme elle l'avait été au cours des dynasties chinoises précédentes, et un service militaire obligatoire fut imposé aux tribus. Les coutumes et l'habillement chinois furent adoptés, et le chinois devint langue officielle de la cour. Mais les chefs des tribus, excédés par la politique de sinisation, se rebellèrent, et provoquèrent la chute de la dynastie en 534. Pendant le demi-siècle suivant, le nord de la Chine fut de nouveau aux mains de dynasties non chinoises.

La Chine retrouva son unité avec la dynastie Sui (581-618) (隋) dont le fondateur fut Yang Jian, un militaire qui usurpa le trône de la dynastie des Zhou du Nord en 581. Les Sui restaurèrent le système administratif centralisé des Han et les concours officiels pour le recrutement des fonctionnaires. Bien que le confucianisme fût la doctrine officielle, le taoïsme et le bouddhisme furent également reconnus. Le bouddhisme, arrivé d'Inde sous les Han postérieurs, connut un essor important.

La courte dynastie Sui fut une époque de grande activité. La Grande Muraille fut restaurée. Un système de canaux, qui devait plus tard former le Grand Canal, fut construit pour transporter l'abondante production agricole du delta du Chang jiang à Luoyang et dans le nord. Son prestige terni par une défaite militaire contre un royaume situé au nord de la Corée, sa population appauvrie, la dynastie Sui fut renversée en 617 par une révolte intérieure commandée par Li Yuan.

Fondée par Li Yuan, la dynastie Tang (618-907) (唐) correspond à une période de puissance et de prospérité culturelle sans précédent dans l'histoire de la civilisation chinoise. Le système des examens impériaux utilisé, à cette époque, pour recruter les fonctionnaires restera en vigueur jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Les organes des gouvernements impériaux et locaux furent restructurés et agrandis pour former une administration centralisée, et un code de droit administratif et pénal fut appliqué. La capitale des Tang, Changan, devint un centre culturel et religieux rayonnant dans tout le royaume. Des relations commerciales s'établirent avec l'Asie centrale et l'Occident par les routes des caravanes, et des marchands du Moyen-Orient exerçaient leur commerce maritime par le port de Canton (Guangzhou). L'influence chinoise s'étendit à la Corée, au sud de la Mandchourie et au nord du Viêt-nam. A l'ouest, elle s'exerça jusqu'à l'actuel Afghanistan.



**Figure 7: la Chine sous la dynastie Tang**

La puissance économique et militaire de l'empire des Tang reposait sur un système d'égalité de répartition des terres entre la population mâle adulte. L'impôt agricole par tête payé par les bénéficiaires de la répartition constituait la principale recette du gouvernement, et la milice dans laquelle ils devaient effectuer un service périodique était la base du pouvoir militaire du régime. Un système de commanderies fut établi le long des frontières, et la défense fut confiée à des troupes et des chefs militaires non chinois. Mais dès 763, certaines commanderies devinrent des royaumes héréditaires et retinrent pour elles les impôts perçus pour le gouvernement central. Le système des commanderies s'étendit à certaines régions à l'intérieur de la Chine et, au IX<sup>e</sup> siècle, l'État ne contrôlait plus réellement que la province actuelle du Shaanxi. Guildes d'artisans, usage du papier-monnaie et centralisation commerciale apparurent à la fin des Tang.

La dispersion du pouvoir politique et économique qui marqua la chute de la dynastie Tang provoqua une courte période de division connue sous le nom de période des Cinq Dynasties (907-960). En 960, un chef militaire, Zhao Kuangyin, s'empara du trône et proclama la fondation de la dynastie Song (960-1279) (宋). En 978, les Song contrôlaient la plus grande partie de la Chine. On distingue généralement la période des Song du nord (960-1127), dont la capitale était Kaifeng, de celle des Song du sud (1127-1279), dont la capitale est Hangzhou, et pendant laquelle la dynastie ne contrôla que le sud de la Chine.

Craignant une dispersion du pouvoir militaire aux frontières comme celle qui avait affaibli les Tang, les premiers empereurs Song limitèrent étroitement la puissance de l'armée dans les provinces et la subordonnèrent au pouvoir civil. Mais la faiblesse militaire se révéla une tare chronique.

Au milieu du XI<sup>e</sup> siècle, les Song commencèrent à connaître des difficultés budgétaires. La croissance démographique annihilait la croissance économique. Les dépenses militaires liées à la défense de la frontière nord utilisaient une grande part des recettes annuelles, tout comme les coûts administratifs d'une bureaucratie civile de plus en plus importante.

Poussés par leur faiblesse militaire et budgétaire, les Song s'allièrent, au début des années 1120, à la dynastie Jin (1115-1234) de Mandchourie du Nord pour lutter contre les Liao. Après la défaite de ces derniers, les Jin se retournèrent contre les Song et envahirent la Chine du Nord, prenant la capitale Kaifeng en 1126. Les Song se replièrent et rétablirent leur capitale à Hangzhou, dans la province actuelle de Zhejiang, en 1135.

En 1206, une assemblée de toutes les tribus mongoles se réunit à Karakorum, en Mongolie, créant l'unité mongole sous l'autorité de Gengis Khan. Les Mongols s'engagèrent rapidement dans une série de conquêtes qui aboutit à la formation du plus grand empire du monde de

l'époque. En Chine, c'est la dynastie étrangère des Jin qui commença par tomber aux mains des Mongols. Gengis Khan s'empara de Pékin, la capitale des Jin, en 1215, avant d'étendre son pouvoir sur le reste de la Chine du Nord. Mais la conquête de l'empire Song du Sud ne s'acheva qu'en 1279, avec Kubilai Khan, petit-fils et successeur de Gengis Khan.

Kubilai Khan transféra la capitale mongole de Karakorom sur un site proche de Pékin. De là, il régnait sur un empire qui s'étendait de l'Europe orientale à la Corée et du nord de la Sibérie à la bordure nord de l'Inde. Lui et ses successeurs empruntèrent aux Song l'essentiel de leur système administratif. Ils régnèrent en empereurs de Chine, sous le titre dynastique de Yuan (1279-1368) (元). Le règne de Kubilai Khan correspond à l'apogée du pouvoir mongol. Les communications furent considérablement améliorées, permettant les échanges entre l'est et l'ouest. Le plus connu des visiteurs européens est sans aucun doute le vénitien Marco Polo.

Durant cette dynastie, le mécontentement se développa à l'intérieur de la Chine. La classe des mandarins lettrés s'irritait de l'interdiction pour les Chinois de détenir des postes importants. L'inflation et une fiscalité écrasante alimentèrent le mécontentement des paysans. En 1371, un

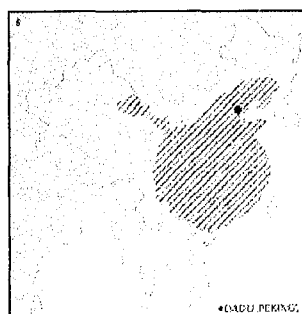


Figure 8: la Chine sous la dynastie Ming

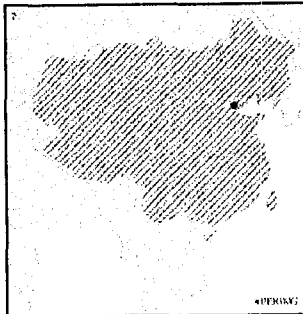
ancien moine bouddhiste, Zhu Yuanzhang, réussit à étendre son pouvoir dans tout le bassin du Chang jiang., et prit Pékin, fondant la dynastie Ming (1368-1644) (明), dont la capitale fut établie à Nankin (Nanjing).

La puissance chinoise fut réaffirmée en Chine et dans toute l'Asie orientale. Un gouvernement civil fut rétabli. La littérature fut encouragée, des écoles furent fondées et l'administration de la justice fut réformée. La Grande Muraille fut prolongée et le Grand Canal aménagé. L'empire fut divisé en 15 provinces, dont la plupart ont gardé leur nom jusqu'à aujourd'hui.

Les premiers empereurs Ming rétablirent également le système du tribut, par lequel les Etats non chinois d'Asie orientale reconnaissaient la suprématie culturelle et morale de la Chine et envoyaient un tribut régulier à la cour chinoise. Les tribus de Mongolie furent vaincues définitivement dans le premier quart du XV<sup>e</sup> siècle, et la capitale de l'empire retourna à Pékin. Plusieurs expéditions navales révélèrent le pouvoir de l'empire des Ming dans toute l'Asie du Sud-Est, dans les Etats indiens et jusqu'à Madagascar. Mais, à partir du milieu du XV<sup>e</sup> siècle, le pouvoir des Ming commença à décliner. La compétence des hommes au pouvoir diminua, et les eunuques de la cour commencèrent à exercer une grande influence sur l'empereur, provoquant mécontentement et luttes de factions à l'intérieur du gouvernement. Le trésor impérial fut épuisé par le coût de la lutte contre les incursions répétées des Mongols et les raids des pirates japonais qui ravagèrent la côte sud-est pendant tout le XVI<sup>e</sup> siècle. Une campagne de sept ans contre les japonais en Corée vers 1590 laissa les Ming exsangues. Dans la période de déclin de la dynastie, des relations maritimes furent établies avec le monde occidental. Les premiers arrivés furent les Portugais en 1514. En 1557, ils acquirent une base commerciale à Macao. Après 1570, le commerce commença à se développer entre la Chine et les colonies espagnoles des Philippines. En 1619, les Hollandais s'installèrent à Taiwan.

La chute des Ming fut provoquée par une rébellion née dans la province du Shaanxi, où le gouvernement s'était montré incapable de soulager la famine et le chômage. Lorsque les rebelles atteignirent Pékin en 1644, le chef des armées Ming accepta l'aide des Mandchous, une tribu toungouze établie depuis peu en Mandchourie, pour chasser les rebelles de la capitale. Lorsque les Mandchous eurent rétabli la situation, ils refusèrent de quitter Pékin, et

fondèrent la dynastie mandchoue des Qing (1644-1912) (清) contraignant les Ming à se retirer en Chine méridionale, d'où ils tentèrent sans succès de rétablir leur régime.



**Figure 9: Chine de la dynastie Mandchoue**

C'est sous la dynastie mandchoue que le pouvoir de l'empire chinois connaît l'apogée de ses deux mille ans d'histoire, puis son effondrement, dû à la décadence intérieure et aux pressions extérieures exercées par l'Occident. Maîtres de la Chine, les Mandchous continuèrent à se siniser. Leur organisation politique était largement basée sur celle des Ming, bien que plus centralisée encore. Chaque direction administrative à Pékin avait à sa tête un Chinois et un Mandchou. La bureaucratie traditionnelle et le système des examens impériaux, basés en grande partie sur la connaissance des classiques confucéens, furent maintenus.

C'est au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Qianlong, que la dynastie atteignit l'apogée de son pouvoir. La Mandchourie, la Mongolie, le Xinjiang et le Tibet étaient solidement maintenus entre les mains du régime. Même le Népal subit l'influence chinoise. La Birmanie dut payer tribut. La Corée et le nord du Viêt-nam reconnurent la suzeraineté de la Chine, et Taiwan fut incorporée à l'empire.

### ***L'intrusion de l'Occident***

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les relations commerciales furent acceptées avec réticence par les Mandchous. Le commerce avec l'étranger fut confiné au port de Canton. C'est avec la Grande-Bretagne que les échanges commerciaux étaient les plus importants. Au départ, les échanges étaient favorables à la Chine, car la Grande-Bretagne achetait du thé et payait en argent. Apparemment pour rétablir leur balance commerciale, les négociants britanniques introduisirent l'opium indien en Chine au cours des années 1780.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les Britanniques cherchèrent à tout prix à étendre leurs échanges commerciaux au-delà des limites de Canton. Pour parvenir à cette expansion, ils tentèrent de développer avec l'empire chinois des relations diplomatiques mais pour les chinois, elles devaient prendre la forme d'un système de tribut. Les Chinois tentèrent de mettre fin au commerce de l'opium, qui ruinait les bases fiscales et morales de l'empire.

La première guerre de l'opium se termina en 1842 avec la signature du traité de Nankin. La Chine avait subi une défaite sévère, et le traité donnait à la Grande-Bretagne tous les privilèges commerciaux qu'elle recherchait, ainsi que de nombreux autres avantages. Au cours des deux années suivantes, la France et les Etats-Unis se firent accorder des conditions similaires. La Chine considérait ces traités comme des concessions déplaisantes mais inévitables, dictées par des barbares rebelles. Mais les clauses sur l'expansion du commerce ne correspondaient pas aux attentes des puissances occidentales. La Grande-Bretagne et la France ne tardèrent pas à trouver l'occasion de reprendre les hostilités. Au cours de la seconde guerre de l'opium (1856-1860), elles exercèrent une pression militaire sur le nord de la Chine. De nouveaux traités signés à T'ien-tsin, en 1858, accrurent encore les avantages accordés aux Occidentaux. Lorsque le gouvernement de Pékin refusa de les ratifier, les hostilités reprirent. Un corps expéditionnaire franco-britannique entra dans Pékin. Après que le palais d'Été eut été incendié en représailles contre les atrocités commises à l'égard des prisonniers occidentaux, la Chine signa les conventions de Pékin, ratifiant les clauses des traités antérieurs.

Ces traités, appelés «traités inégaux» par les Chinois, devaient régir les relations de la Chine avec l'Occident jusqu'à 1943. Aux termes de ces traités, les ports chinois furent ouverts au

commerce et aux résidents étrangers, et Hongkong fut cédée à titre permanent à la Grande-Bretagne. L'économie chinoise tout entière finit par être contrôlée par un réseau d'exploitation économique étranger.

En 1875, les puissances occidentales et le Japon commencèrent à s'attaquer au système de protectorat chinois sur l'Asie du sud-est. La guerre de 1884 et 1885 entre la France et la Chine fit entrer le Viêt-nam dans l'empire colonial français et, l'année suivante, la Grande-Bretagne annexa la Birmanie. En 1860, la Russie obtint les provinces maritimes du nord de la Mandchourie et la zone au nord du fleuve Amour. En 1894, les tentatives japonaises pour soustraire la Corée à la suzeraineté chinoise aboutirent à la guerre sino-japonaise. La Chine subit une défaite décisive en 1895 et dut reconnaître l'indépendance de la Corée, payer une indemnité de guerre considérable et céder au Japon l'île de Taiwan.

En 1900, en réaction à des tentatives de modernisation du pouvoir mandchou, les Boxers, une société secrète fanatique et xénophobe, se soulevèrent. Lorsqu'un corps expéditionnaire occidental les eut écrasés à Pékin, le gouvernement mandchou adopta son propre programme de réforme et élaborait un projet de gouvernement constitutionnel sur le modèle japonais. En 1905, l'ancien système des examens impériaux fut abandonné.

### ***La première République Chinoise***

La fin approchait pour les Mandchous. Peu après la guerre sino-japonaise, un médecin éduqué à l'occidentale, Sun Yat-sen, lança un mouvement révolutionnaire destiné à établir un gouvernement républicain. Le général Yuan Shikai, commandant les armées mandchoues négocia avec les chefs de la révolte le poste de président du nouveau gouvernement républicain. Une constitution fut adoptée et un parlement convoqué en 1912. Mais Yuan Shikai ne laissa jamais les institutions mises en place entraver sa mainmise sur le gouvernement.

Le nouveau parti nationaliste, le Guomindang, dirigé par Sun Yat-sen, tenta de limiter les pouvoirs de Yuan par une révolution sans succès en 1913. Yuan réagit en dissolvant le Parlement, en interdisant le Guomindang et en utilisant ses relations personnelles auprès des chefs militaires provinciaux pour gouverner. Sun Yat-sen se réfugia au Japon. Yuan Shikai mourut en 1916, et pendant plus de dix ans, le pouvoir politique passa aux mains des seigneurs de la guerre. Le gouvernement central conserva une existence fictive jusqu'à 1927.

Pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), le Japon tenta d'établir sa suprématie coloniale. En 1915, le Japon présenta à la Chine les «21 demandes», qui tentaient de faire de la Chine un véritable protectorat japonais. La Chine accepta certaines de ces demandes, consentant notamment au transfert des possessions allemandes du Shandong au Japon. En entrant en guerre aux côtés des Alliés en 1917, la Chine pensait obtenir un siège à la table des négociations de paix, et pouvoir ainsi mettre un frein aux ambitions japonaises. Elle espérait également que les Etats-Unis, conformément à la politique de la porte ouverte, lui offriraient son appui. Mais aux négociations de Versailles, le président Wilson retira son appui à la Chine. Lorsque la nouvelle atteignit la Chine, un vaste mouvement de protestation antijaponais, le mouvement du 4 mai 1919, éclata à l'université de Pékin et se propagea dans tout le pays.

Décus par l'égoïsme cynique des puissances impérialistes occidentales, les Chinois se tournèrent de plus en plus vers l'Union Soviétique et le marxisme-léninisme. Le Parti communiste chinois fut créé à Shanghai en 1921 avec, parmi ses fondateurs, Mao Zedong. En 1923, Sun Yat-sen décida d'accepter l'aide soviétique et accepta d'admettre individuellement les communistes au sein du Guomindang. Malgré la mort de Sun en 1925, le Guomindang, sous le commandement du jeune général Tchang Kaï-chek, chercha à réunifier la Chine et à se

débarrasser des impérialistes et des seigneurs de la guerre. En 1927, il procéda à une purge sanglante des communistes, et s'appuya dès lors sur la classe des propriétaires fonciers et sur les puissances impérialistes.

Le nouveau gouvernement national établi à Nankin en 1928 se trouva confronté à trois problèmes graves: son autorité défaillante, la rébellion communiste et l'agression japonaise en Mandchourie et en Chine du Nord.

Le 18 septembre 1931, les Japonais prétextèrent un prétendu bombardement du chemin de fer par les nationalistes pour étendre leur contrôle militaire sur toute la Mandchourie. Au printemps suivant, ils rassemblèrent les trois provinces de Mandchourie en un nouvel Etat, le Mandchoukouo, puis placèrent à sa tête le dernier empereur de la dynastie mandchoue Puyi.

Dans les années 1930, la politique de Tchang Kai-chek consista à négocier avec les seigneurs de la guerre à l'intérieur, à temporiser avec les Japonais, et à concentrer ses efforts contre les communistes. Ecrasé dans les villes ouvrières, le mouvement communiste ne survivait plus que clandestinement. Mao Ze Dong innova en déplaçant l'action du Parti vers les campagnes. La révolution chinoise, ce fut un paradoxe, allait être le fait de paysans et non d'ouvriers au sens strict du terme. De 1927 à 1934, Mao créa des bases révolutionnaires en Chine du Sud et en Chine centrale. En 1934, les armées du Guomintang les détruisirent. Les rescapés durent se frayer un chemin à travers la Chine, d'abord vers l'ouest, puis vers le nord, au cours de ce qu'on appela ensuite la Grande Marche, pour trouver enfin un refuge à Yanan, dans la province du Shaanxi. Cette victoire devait avoir des conséquences graves pour le Guomintang. À mesure que l'agression japonaise s'intensifiait, la pression populaire devenait de plus en plus forte pour que les dirigeants chinois unissent leurs efforts contre le Japon. Tchang Kai-chek refusait toute alliance jusqu'à ce qu'en décembre 1936, l'un de ses propres généraux, Zhang Xueliang, mécontent de son attentisme vis-à-vis du Japon, le capture. Tchang Kai-chek accepta en 1937, de former un front uni Guomintang et Parti Communiste, rendu d'autant plus nécessaire par l'attaque générale de l'armée japonaise en juillet 1937.

En Chine, la Seconde Guerre mondiale débuta en 1937. Le pays éclata en plusieurs entités. L'armée japonaise, en deux ans au cours desquels elle se livra à de nombreuses exactions (sac de Nankin), occupa les grands ports, les centres industriels et les plaines du nord. Toute l'activité économique fut intégrée et développée en fonction des intérêts japonais. Dans le sud-ouest de la Chine, le gouvernement nationaliste s'était installé à Chongqing, tandis qu'au nord l'Armée populaire tenait solidement la base du Shaanxi et menait des guérillas sur les arrières des Japonais. Malgré la présence aux côtés de Jiang Jieshi du général américain Stilwell, la résistance antijaponaise fut beaucoup plus l'œuvre du Parti Communiste que de celle du Guomintang. Les heurts entre troupes communistes et nationalistes ne cessèrent jamais vraiment. En outre, une corruption généralisée, l'incompétence de l'administration, une inflation aggravée par une politique de création monétaire aberrante lui aliénèrent petit à petit le soutien des populations exaspérées par les misères de la guerre.

S'infiltrant dans la plupart des zones rurales, le mouvement communiste, réduit en 1935 à quelques milliers d'hommes, devait contrôler en 1945 cent millions d'habitants.

Au sortir de la guerre, la lutte reprit entre les communistes et les troupes du Guomintang. Une trêve fut signée en 1946 grâce à la médiation du général George C. Marshall. Mais, les combats ne tardèrent pas à reprendre, malgré les efforts des Etats-Unis pour réconcilier les deux adversaires. Les forces du Guomintang s'effondrèrent bien que disposant de matériel et de conseillers fournis par les Etats-Unis. En 1948, Lin Biao s'empara de la Mandchourie et, en moins de six mois, l'Armée Populaire récupéra l'ensemble du territoire. Le gouvernement du Guomintang se réfugia sur l'île de Taiwan, entraînant dans sa fuite deux millions de réfugiés.

## *La République populaire de Chine*

Proclamé le 1<sup>o</sup> octobre 1949 à Pékin, le nouveau régime prit exemple sur le modèle de développement soviétique. Afin d'étendre la révolution et de généraliser son pouvoir, le Parti communiste devait entreprendre entre 1949 et 1952 plusieurs grandes campagnes de masse.

La réforme agraire et la loi sur le mariage qui autorisait le divorce, en 1950, furent les plus importantes par leurs conséquences. Souvent violente, la réforme agraire libéra la petite paysannerie de la tutelle économique et financière des grands propriétaires fonciers. D'autres campagnes furent organisées comme celle des «trois anti» qui épura le Parti des éléments corrompus et celle des «cinq anti», en 1953, qui s'attaqua à la bourgeoisie d'affaires. Chaque campagne fut l'occasion pour le Parti communiste de gagner des adhérents.

En 1955, contre l'avis de tous, Mao décida la collectivisation de l'agriculture. Au bout de quelques années, le tableau économique avait évolué : l'inflation avait disparu, le réseau des communications était remis en état, les productions agricole et industrielle avaient redémarré. Cependant, la Chine était bien loin de la prospérité et de la sécurité alimentaire. Le premier plan quinquennal, lancé en 1953 et réalisé avec l'aide soviétique, privilégiait l'industrie lourde au dépens des industries produisant des biens de consommation.

En 1957, Mao appela à critiquer librement la politique du gouvernement. Les communistes étaient persuadés que ces critiques resteraient au sein du cadre fixé par le Parti. La mise en cause du Parti communiste décida les dirigeants à interrompre l'expérience, qui fut suivie d'une répression brutale des intellectuels.

La Chine et l'URSS signèrent un traité d'amitié et d'alliance en 1950, et des accords complémentaires furent conclus en 1952 et en 1954. Son engagement dans le camp socialiste amena la Chine à intervenir directement ou indirectement dans les conflits régionaux de la guerre froide. Au cours de la guerre de Corée, les volontaires chinois rétablirent l'équilibre et stabilisèrent le régime de Kim Il-sung. Beaucoup plus discret et plus important fut le soutien apporté aux communistes vietnamiens lors de la guerre d'Indochine. Le Viêt-minh bénéficia, à partir de 1950, des stocks d'armes américaines et soviétiques de l'armée populaire. Ce soutien militaire fut doublé d'un soutien diplomatique sans failles et Zhou Enlai put peser sur la négociation des accords de Genève, qui mirent fin aux hostilités en 1954.

En même temps la Chine entendait récupérer ce qu'elle considérait être historiquement son territoire. En 1950, les troupes chinoises occupèrent le Tibet. En août 1954, Zhou Enlai déclara officiellement que la libération de Taiwan était l'un de ses principaux objectifs, et de son côté, Tchang Kai-shek affirma son intention de reconquérir le continent. Les combats reprirent sur l'île de Quemoy, aux mains des nationalistes, puis au large de la côte chinoise. À partir de 1958, le cessez-le-feu a généralement été observé de chaque côté du détroit, mais les communistes n'ont jamais renoncé à utiliser la force pour prendre Taiwan.

Les résultats rapides du premier plan quinquennal encouragèrent Mao, qui commença en 1957 à orienter l'économie chinoise par une nouvelle campagne: le « Grand Bond en avant » (1958-1962). Des contrôles plus rigides furent imposés à l'économie pour accroître la production agricole, réduire la consommation et accélérer l'industrialisation. La Chine devait rattraper son retard par tous les moyens et une mobilisation effrénée des travailleurs amena dans un premier temps des résultats. Mais, la production industrielle chuta de 50% entre 1959 et 1962, des récoltes médiocres jetèrent près de quinze millions de ruraux sur le pavé des villes, entraînant une famine qui dura de 1959 à 1961 et dont on estime qu'elle fit entre 13 et 30 millions de morts.

La situation empira en 1960 quand l'URSS mit fin brutalement à son aide économique et à son assistance technique. Les divergences idéologiques qui dataient des années 1920, s'aggravèrent en 1956 quand, seule avec l'Albanie, la Chine refusa de condamner le stalinisme. De plus, la Chine était perçue comme une menace pour le leadership soviétique

sur le mouvement communiste international. La crise éclata en 1962, quand la Chine condamna officiellement l'URSS pour avoir retiré ses missiles de Cuba sous la pression des Etats-Unis.

Le bilan catastrophique du Grand Bond avait affaibli Mao, critiqué par de nombreux dirigeants. Mao et ses partisans organisèrent la Grande Révolution culturelle prolétarienne afin de récupérer le pouvoir qui leur échappait.

A la mi-juillet 1956, le mouvement des gardes rouges fut savamment entretenu par Mao; il s'attaqua principalement aux intellectuels, aux artistes, aux universitaires, aux cadres du Parti, aux anciens bourgeois puis, avec l'aval de Mao, s'étendit au monde du travail.

Entre 1967 et 1968, les combats sanglants qui opposèrent maoïstes et antimaoïstes, ainsi que les diverses factions de gardes rouges firent des milliers de morts. On se battit au canon dans les rues de Canton. Les convois d'armes pour le Viêt-nam furent parfois pillés. En dernier recours, l'armée, sous la conduite de Lin Biao, se posa en arbitre. Les gardes rouges furent désarmés, renvoyés dans leurs écoles ou expédiés dans des régions reculées pour travailler.

La Révolution culturelle eut un effet négatif sur les relations étrangères. Les gardes rouges furent à l'origine d'émeutes violentes à Hong-Kong. La propagande en faveur des gardes rouges et l'agitation de certains Chinois d'outre-mer envenimèrent les relations de la Chine avec de nombreux Etats, notamment l'URSS. Un essai réussi de bombe H en 1967 aggrava encore l'inquiétude des Soviétiques. La tension entre les deux pays s'accrut lorsque les Chinois accusèrent les dirigeants soviétiques d'impérialisme après l'entrée de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. En 1969, des incidents de frontière mirent aux prises sur les rives de l'Oussouri, en Mandchourie, gardes frontières soviétiques et chinois.

Mao sortit victorieux de la Révolution culturelle. En fait, ce fut probablement une victoire à la Pyrrhus car elle a très certainement détruit le capital de sympathie du régime auprès de la jeunesse et de nombreuses couches de la population. En avril 1969, le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti tenta de rétablir l'organisation centrale du Parti. Mao fut réélu à grand bruit président du Parti, et le ministre de la défense, Lin Biao, fut nommé officiellement futur successeur de Mao. Pourtant, les personnages les plus influents n'étaient pas les maoïstes mais les modérés : chefs militaires, partisans de Lin Biao, ou des pragmatiques, comme le Premier ministre Zhou Enlai.

La lutte pour le pouvoir provoqua en 1971 la disparition de Lin Biao de la scène politique. Les positions de Mao et de Zhou ne furent pas remises en cause. La pensée radicale de Mao se reflète dans la Constitution adoptée par la quatrième Assemblée nationale populaire en janvier 1975. Deng Xiaoping, victime réhabilitée de la Révolution culturelle, fut nommé vice-Premier ministre aux côtés de Zhou Enlai. Les relations de la Chine avec l'étranger s'améliorèrent brusquement au cours de cette période. En 1971, elle fut admise aux Nations unies à la place de la République de Chine (Taiwan). En 1972, le président des Etats-Unis, Richard Nixon, fit une visite officielle en Chine, au cours de laquelle il reconnut la nécessité de maintenir des contacts entre la Chine et les Etats-Unis et de retirer à terme les troupes américaines de Taiwan. Première étape dans l'établissement de relations diplomatiques normales, des bureaux de liaison furent établis à Pékin et à Washington en 1973. Des relations diplomatiques avec le Japon avaient été établies en 1972.

Le Premier ministre Zhou et le président Mao moururent tous les deux en 1976. La mort de Zhou précipita la lutte entre modérés et extrémistes. En signe de compromis, Hua Guofeng, un gestionnaire sans liens proches avec aucune des deux factions, devint Premier ministre. Sous sa direction, la politique modérée prévalut. Il consolida sa position en faisant arrêter et accuser de crimes divers la Bande des Quatre, qui désignait la veuve de Mao Jiang Qing et trois autres dirigeants radicaux.

En 1977, Deng retrouva son poste de premier vice-Premier ministre ainsi que ses autres fonctions. Les membres de la Bande des Quatre furent exclus du Parti. La direction fut de nouveau occupée par les militaires et les anciens du Parti. Les priorités : modération politique et modernisation du gouvernement se reflétèrent lors de la cinquième Assemblée nationale populaire, qui se réunit en février et mars 1978. Hua fut réélu Premier ministre et Deng premier vice-Premier ministre. Ye Jianying fut nommé président du Comité permanent de l'Assemblée, poste équivalent à celui de chef de l'État dans la nouvelle Constitution approuvée par l'Assemblée.

Pendant toutes les années 1980 et le début de la décennie suivante, Deng Xiaoping allait dominer la politique chinoise, en abandonnant progressivement toutes ses fonctions officielles. Désireux de développer le commerce et l'industrie en attirant les investissements étrangers, Deng et les dirigeants âgés du gouvernement choisirent de faire les réformes économiques sans poser la question politique.

En 1980, Hua Guofeng démissionna de son poste de Premier ministre. Zhao Ziyang, un partisan de Deng, lui succéda. En juin, un autre allié de Deng, Hu Yaobang, prit la tête du Parti à la place de Hua Guofeng. Une nouvelle Constitution nationale, ainsi qu'un nouveau statut du Parti, furent adoptés en 1982. La première restaura la fonction hautement symbolique de président de la République, supprimée par Mao en 1968.

En janvier 1987, Zhao Ziyang fut nommé secrétaire général du Parti et Hu Yaobang fut contraint de démissionner. Ce remaniement intervint après une vague de protestation étudiante demandant plus de démocratie et de liberté d'expression. La mort de Hu en avril 1989 provoqua un nouveau mouvement de protestation en faveur de la démocratie. Ce mouvement atteignit son paroxysme en mai pendant la visite à Pékin du chef d'état soviétique Mikhaïl Gorbatchev, destinée à mettre fin à trente ans de tensions entre les deux pays. Les manifestants occupèrent la place Tianan-men à Pékin, jusqu'à ce que des troupes blindées entrent dans la ville le 4 juin au matin, tuant entre 3 000 et 5 000 civils. La réaction qui s'ensuivit fit perdre à Zhao Ziyang toutes ses fonctions au sein du Parti, dont Jiang Zemin devint le secrétaire général. La huitième Assemblée nationale populaire a élu ce dernier président de la République en mars 1993.

Deng Xiaoping est mort en 1997, quelques mois avant la rétrocession aux chinois de Hongkong par les britanniques.

## **Des valeurs traditionnelles : pensées et religions**

A la différence des religions occidentales, le confucianisme n'offre aucune préparation à la vie dans l'au-delà, ni aucun espoir de survie spirituelle. Confucius ne chercha pas à offrir à ses contemporains une théorie tendant à expliquer le pourquoi de la vie et de la mort, ni le devenir de l'âme du défunt. La seule et unique récompense qui est offerte aux adeptes est un sentiment de satisfaction et de plénitude, issu de la certitude d'avoir su mener à bien une vie exemplaire. Confucius se fit l'interprète de lois intemporelles léguées par ses prédécesseurs : piété filiale, frugalité, responsabilité, mutualité. Il considérait que la famille joue un rôle essentiel. Lorsque l'individu se sent prêt à dépasser le stade familial, l'individu bâtit un nouveau cercle de relations incluant la famille. Ces cercles successifs sont ensuite repoussés de limite en limite, en direction d'un but ultime qui consiste à englober la société toute entière.

Pour Confucius, l'ordre politique et l'ordre social ne font qu'un. Des préceptes, comme la préférence donnée à un gouvernement paternaliste sur la démocratie pluraliste et à une solidarité sociale sur l'individualisme libéral, facteur de divisions, ont conduit le Parti

communiste chinois a utilisé le confucianisme pour asseoir sa légitimité après que le pays ait renoncé aux principes dogmatiques du maoïsme.

Contrairement au confucianisme, qui pressait l'individu de se conformer aux normes traditionnelles, le taoïsme maintient que l'homme devait ignorer les exigences de la société pour chercher à se conformer uniquement au principe fondateur de l'univers, le Tao («voie»), ineffable et inconcevable. Il est directement issu des cultes de l'ancienne Chine et a su intégrer le panthéon populaire. Pour être en harmonie avec le Tao, l'homme doit pratiquer le «non agir» (wuwei) ou du moins rien de forcé, d'artificiel ou de non naturel. La liturgie taoïste a été totalement interdite depuis 1949 ; mais pourtant contre toute attente, elle demeure vivante. Dans beaucoup de régions, les temples villageois ou de quartier sont reconstruits et les rites surtout funéraires réapparaissent.

Apparemment opposées, ces deux religions forment un intime mélange. Le taoïsme est doux, non-violent. Le confucianisme est au contraire martial, rigoureux et volontaire. Le confucéen s'affirme et s'engage dans la société, alors que le taoïste est tenté de fuir le débat politique. Les premiers taoïstes vivaient en ermites, au sommet de montagnes inaccessibles. Les confucianistes étaient, au contraire, des lettrés, membres actifs de la société chinoise.

Au cours des siècles, ces deux religions s'unirent au bouddhisme afin de constituer le san-jiao: la «triple foi», qui est aujourd'hui embrassée, à divers titres, par une grande majorité de Chinois. Tout Chinois est à la fois bouddhiste, taoïste et confucianiste.

L'adoption des principes taoïstes n'entraîne pas forcément l'inaction, bien au contraire, puisque le Tao enseigne qu'il faut avant tout s'efforcer de suivre le mouvement. Les Chinois se sont montrés particulièrement aptes à suivre, et souvent même à anticiper, les évolutions de la société. Lors de l'apparition des premiers télécopieurs et téléphones mobiles, les habitants de Hongkong et les Malaysiens se ruèrent sur ces nouveaux outils, dont ils sont aujourd'hui devenus parmi les premiers utilisateurs au niveau mondial. L'ouverture d'esprit requise par la pratique simultanée de trois religions, ou exigée par la compréhension et l'acceptation de points de vue radicalement différents, n'est pas totalement étrangère à cette faculté qu'ont les Chinois de s'adapter à leur environnement.

De ces religions millénaires associées à des coutumes populaires fortes, il est possible de mettre en exergue un certain nombre de valeurs qui régissent la société chinoise. Les valeurs les plus importantes sont la famille, le travail, l'éducation, l'ordre moral et social. Les libertés individuelles figurent en toute dernière position. Pour les occidentaux, au contraire, des valeurs telles que la liberté d'expression ou les droits de l'individu demeurent prééminentes. Pour un chinois, une société ne respecte les droits de l'homme que si elle est en mesure de garantir l'ordre social.

## **Une démographie en rupture, bombe à retardement du 21<sup>e</sup> siècle.**

La majorité des spécialistes de la Chine pense que les problèmes de surpeuplement remontent aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Il existe un consensus au sujet de quelques repères : une soixantaine de millions de Chinois au début de l'ère chrétienne, et 100 à 120 millions vers 1200. La barre des 300 millions aurait été franchie dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. La Chine aurait compté 420 à 430 millions d'habitants en 1840, à peu près autant qu'en 1900. La croissance a repris, très modérée, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le pays comptait environ 540 millions d'habitants en 1949. En dépit de la famine des années 1958-1961, le

pays passe en vingt ans de 540 millions à plus de 800 millions d'habitants, essentiellement en raison de la chute de la mortalité qui passe de 20 à 7 pour 1 000.

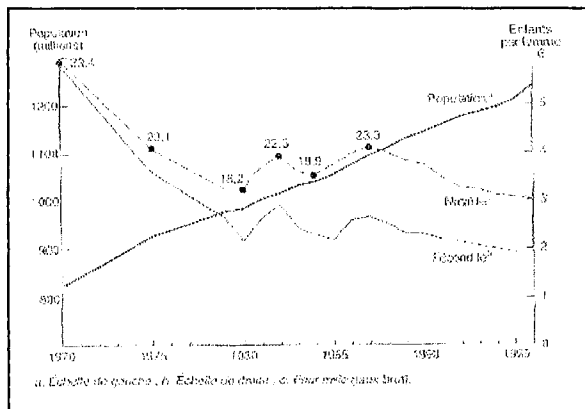


Figure 10: Population, natalité et fécondité

fut mis davantage sur la norme de deux enfants par couple, Ainsi, en 1978, la croissance naturelle de la population avait été réduite à 42 % de celle de 1970.

Mais, en 1978, en même temps que la politique d'un enfant par couple était lancée, la réforme économique réduisait les effectifs et le pouvoir des cadres dans les régions rurales. L'enrichissement d'une partie des paysans leur permettait par ailleurs de payer l'amende instituée à la naissance d'un enfant hors plan. Le nombre de mariages augmenta fortement, et

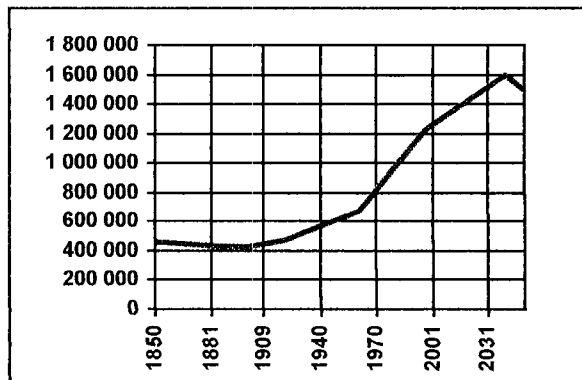


Figure 11: Evolution prospective de la population (milliers d'habitants)

L'encadrement rural alors se découragea.

Les recensements de 1982 et 1990, les enquêtes menées par des organismes chinois et les estimations de l'ONU ont montré que l'évolution démographique de ces vingt-cinq dernières années a été le sujet de turbulences qui tiennent principalement de trois raisons : les effectifs de jeunes femmes en âge de procréer, l'âge au mariage et le calendrier des naissances.

### Le problème alimentaire

La conséquence la plus grave de cette évolution démographique est certainement d'ordre alimentaire. En effet, la Chine est confrontée à ce dilemme : elle doit nourrir 20 % de la population mondiale, à partir de 7 % des terres cultivables dans le monde. D'ici l'an 2030, il y aura trois cent cinquante millions de bouches de plus à nourrir. Or, la superficie cultivée tend à diminuer chaque année. Celle consacrée au riz et aux céréales est passée de 120 millions d'hectares en 1978 à 110 millions aujourd'hui. L'urbanisation et l'industrialisation suppriment

chaque année entre 2 et 3 millions d'hectares de terres cultivables. La pollution et l'érosion menacent également plus de 10 millions d'hectares.

Par ailleurs, les goûts et les habitudes sont en train de changer. Au lieu de consommer exclusivement du riz et du poisson, les Chinois consomment, de plus en plus, de la viande. Or, il faut jusqu'à sept kilos de céréales pour obtenir un kilo de viande.

Selon Lester Brown, la Chine devra bientôt importer 370 millions de tonnes de céréales par an, soit autant que sa production actuelle. Au rythme actuel, le pays aura besoin, d'ici l'an 2030, de l'ensemble des céréales aujourd'hui exportées de par le monde. Elle aura en 2040 un milliard six cent millions de personnes à nourrir.

Le blé semble donc appelé à devenir le « nouvel or noir » du vingt et unième siècle. Les pays importateurs du tiers monde seront confrontés entre l'explosion de leur population d'une part, et l'augmentation du prix des denrées agricoles d'autre part. Les conséquences peuvent être très graves et entraîner toutes sortes de problèmes sociaux, la famine voire même la guerre.

Le spectre de la famine semble toutefois peu pertinent lorsqu'on constate que la production alimentaire mondiale n'a cessé de croître plus rapidement, depuis trente ans, que celle de la population mondiale y compris dans les pays en développement. La population mondiale a été, en effet, multipliée par 2 entre 1960 et 1990 et la production agricole mondiale par 3 ; ce qui a eu pour conséquence d'accroître de 20% environ la ration alimentaire disponible par habitant.

Cet accroissement a été rendu possible par la mise en œuvre de nouvelles méthodes de culture et par l'arrivée de nouveaux plants, fruits de la recherche scientifique. C'est ce que l'on a appelé la « révolution verte ». En zone irriguée, la production de blé a été multipliée par 3,5 et elle devrait l'être par 5 en 2010.

La « révolution verte » reste cependant limitée en Chine car son coût reste élevé à cause d'une part de la nécessité de disposer de plus grandes quantités d'eau et d'autre part de la nécessité de remplacer plus fréquemment les plants car ils sont plus sensibles aux parasites.

Ce progrès repose sur des infrastructures hydrauliques de bonne qualité, mais celles-ci se trouvent, en Chine, en mauvais état. En 1993, le ministère Chinois de l'agriculture a annoncé que sur les 240 000 kilomètres de digue, les deux tiers exigent de gros travaux de réfection.

De plus, la Chine est très sensible aux impondérables de la météo. Ainsi, en 1998, les inondations du Yang Tsé ont pris des proportions aussi dramatiques qu'exceptionnelles qui affectent encore aujourd'hui 240 millions de personnes.

### ***Le problème du vieillissement de la population***

Selon les estimations, il y aura autant de Chinois âgés de 65 ans et plus en 2040 que dans l'ensemble des pays développés à la même époque, soit autant que la même population âgée du monde en 1985. En 1995, on comptait 82 millions de plus de 65 ans. La population âgée atteindra au moins 280 millions quand les personnes nées avant la mise en place de la politique de contrôle des naissances entreront dans cette tranche d'âge. Mais la proportion de la population âgée et la vitesse de vieillissement démographique varieront selon les succès de la politique de contrôle des naissances. Vers 2040, les plus de 65 ans représenteraient entre 18% et 25% de la population. A la fin des années quatre-vingt, 30% de retraités chinois bénéficiaient de la sécurité sociale (anciens employés des organismes et entreprises d'État, de la plupart des entreprises collectives urbaines et de quelques collectivités rurales). Pour les entreprises d'État, la charge correspondant aux retraites s'est accrue vingt-sept fois entre 1952 et 1985 ; elle représentait, en 1995, 20% de la masse salariale. Ce chiffre aura doublé d'ici l'an 2000 ; et il sera multiplié par dix en trente ans. La pension constitue la plus grande partie des dépenses sociales. Pour six personnes âgées sur dix dans les villes, elle constitue le revenu de base. Mais, dans les zones rurales, elle ne concerne que 4,7% de la population âgée, bien

qu'on y trouve 81% des Chinois de 65 ans et plus. Dans les régions urbaines, près de 70% des personnes âgées sont subventionnées en tout ou en partie par l'État, contre 5% dans les campagnes. A la ville comme à la campagne, c'est la famille qui reste le pourvoyeur essentiel des soins aux personnes âgées.

## **D'une stratégie continentale vers une stratégie maritime et mondiale**

### **Un souci permanent : l'intégrité de l'empire**

Les objectifs de la Chine relèvent à la fois d'une politique traditionnelle de retour aux frontières dynastiques et d'une volonté nouvelle d'expansion vers le sud. Toute nouvelle dynastie qui réussissait à s'emparer du pouvoir avait pour mission de rétablir la souveraineté chinoise sur les territoires émancipés ou aliénés à l'occasion des troubles qui avaient accompagné le déclin de la dynastie précédente. De même il incombe aux dirigeants actuels de redonner à la Chine son intégrité territoriale en ramenant sous sa juridiction Macao et Taiwan et de prévenir toute émancipation des marches d'Asie centrale. La diplomatie déployée pour la rétrocession de Hong Kong effective depuis 1997, pour celle de Macao prévue pour 1999, ou pour celle des territoires pris par la Russie au siècle dernier, de même que la politique de répression contre les Tibétains ou les minorités musulmanes du Xinjiang obéissent également à cette logique impériale. Du point de vue de Pékin, le cas de Taiwan relève de la même logique. L'indépendance de l'île n'est pas pensable, son autonomie est de plus en plus difficilement supportable. Taiwan est la dernière pièce d'un puzzle péniblement reconstitué depuis un demi-siècle. Son retour constitue la grande priorité de la politique chinoise. Pour l'assurer, Pékin, de son propre aveu, n'exclut pas l'éventualité d'un recours à la force.

### ***Le problème frontalier entre la Russie et la Chine et la menace de la sinisation de la Sibérie.***

L'émergence de la Russie en tant que puissance asiatique date de la fin du XVIème siècle. En l'espace d'un demi-siècle, les trappeurs russes vont quitter la région de Moscou pour s'installer en Sibérie, franchissant plus de 5000 kilomètres. Le Tsar va ainsi acquérir un territoire équivalent à vingt-cinq fois la superficie de la France. En 1639, réalisant l'importance de la Sibérie, il envoie une expédition rallier le pacifique. A partir de 1643, les slaves tentent des percées en direction de la Chine et en 1656, le tsar envoie un ambassadeur à Pékin. Cette mission sera cependant un échec, car l'émissaire refusera de se prosterner devant l'empereur.

En 1669, les tribus mongoles décidèrent de se rallier au Tsar. Face à cette menace, l'empereur chinois décida de réagir et d'envoyer son armée. Un traité de paix est signé en 1689. Mais dans les années 1860, la Chine est contrainte de céder au tsar la rive gauche du fleuve Amour, puis d'abandonner sa façade sur la mer du Japon, un littoral de deux mille huit cents kilomètres de long, bordant un territoire d'un million de kilomètres carrés. Le Tsar y décide la construction de la base navale de Vladivostok.

Après l'explosion de l'URSS, près de huit cent mille chinois franchissent la frontière pour s'installer en Sibérie et y prennent en main le commerce. La population de la Sibérie orientale compte six millions d'habitants alors que la population des trois provinces de Mandchourie compte cent dix millions d'âmes. Soit un rapport de un à dix-huit.

L'histoire à peur du vide et la Sibérie vaste territoire dont la superficie dépasse seize millions de kilomètres carrés, est terriblement vide par rapport à la Chine.

En 1991, Jiang Zemin signe un important traité frontalier avec la Russie. La Russie accepte de

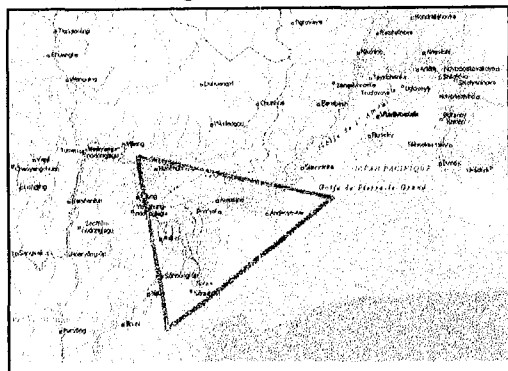


Figure 12: Zone de cession de terres à la Chine par la Russie.

céder à la Chine trois mille kilomètres carrés. Ce transfert symbolique ne porte que sur une mince bande de terre, longue de dix-sept kilomètres, devant permettre aux Chinois d'accéder à la mer. Mais cette cession n'est pas du goût des Russes d'Extrême-Orient. Ces derniers alliés aux ultranationalistes ont fermement l'intention de s'y opposer.

Les deux grands empires commercent de plus en plus entre eux mais ce commerce demeure limité (5,5 milliards de dollars) en comparaison avec le total des échanges entre la Chine et les Etats-Unis (43 milliards de dollars). Les russes sont incapables d'investir en Chine alors que les Américains y disposent déjà de plus de trente milliards de dollars

d'investissements. Toutefois, la signature d'accords bilatéraux indique un net rapprochement, attesté par exemple par la vente d'une centrale nucléaire russe à la province du Liaoning pour un montant de quatre milliards de dollars.

Autant Moscou que Pékin, d'un point de vue géopolitique, ont intérêt à maintenir la division de l'Asie centrale sur le plan ethnique, politique et religieux. Ils partagent en effet, la même crainte d'un empire musulman s'étendant des bords de la Volga jusqu'aux sources du Fleuve jaune.

Face à l'Occident, il existe également, une tentation de construire un nouvel axe Moscou-Pékin comme l'a déclaré le ministre de la Défense russe lors des débuts de l'élargissement de l'OTAN aux anciens pays du Pacte de Varsovie. Toutefois, ce rapprochement est empreint de méfiance mutuelle en particulier du au processus de redéfinition de leur frontière commune et à la peur des russes d'une sinisation de la Sibérie.

Un conflit où les chinois bousculeraient les défenses chinoises et reprendraient possession des deux millions de kilomètres carrés cédés aux Russes au cours du siècle dernier n'est pour l'instant que peu à craindre. Cependant, la Chine est une puissance montante face à la Russie qui aurait du mal à s'opposer à une action militaire sans usage de l'arme nucléaire. La flotte russe d'Extrême-Orient n'est plus que l'ombre d'elle-même, manquant cruellement de crédits. Deux croiseurs viennent récemment d'être vendus à un ferrailleur coréen. L'armée de terre russe stationnée face à la Chine est en sous effectif et manque cruellement de moyens logistiques.

## ***Le Tibet***

Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle et après une alternance de dominations chinoises et mongoles, la Chine affirma ses droits sur le Tibet. En 1906, le vice-roi des Indes, signa à Pékin, au nom de l'Angleterre, une convention qui reconnaissait la souveraineté de la Chine au Tibet.

A la suite de la révolution chinoise de 1911, le Tibet devint de facto indépendant bien que toujours suzerain de la Chine au regard du droit international. En 1918 et en 1931, des combats éclatèrent entre chinois et tibétains ; mais le dalaï-lama continua de gouverner le Tibet comme un Etat indépendant.

En octobre 1950, un an après la proclamation de la République populaire de Chine, l'armée chinoise envahit le Tibet. Le gouvernement tibétain signa, le 23 mai 1951, un traité qui réunissait le Tibet à la Chine populaire en échange du maintien des droits du dalaï-lama et du respect des monastères. En 1953, l'Inde reconnut le rattachement du Tibet à la Chine. En 1958, une grande rébellion fut certainement provoquée par des tentatives d'instaurer des communes. En mars 1959, le dalaï-lama s'enfuit en Inde. Les Chinois écrasèrent alors la révolte et nommèrent le panchen-lama, seconde autorité spirituelle du Tibet, à la tête de l'Etat. En 1965, le Tibet reçut officiellement le statut de région autonome de la République populaire de Chine. On estime qu'un sixième de la population tibétaine a été victime des conflits des années 1950-1970.

Après la révolution culturelle, la Chine décida d'assouplir progressivement sa politique à l'égard du Tibet. Le panchen-lama, qui avait été démis de ses fonctions en 1964, retrouva sa place au sein du régime en 1978. Depuis cette date, il a exhorté plusieurs fois le dalaï-lama à revenir dans son pays. En 1980, le gouvernement annonçait la mise en place de réformes ; certains monastères furent reconstruits et les grandes fêtes religieuses tolérées. Pourtant, en octobre 1987, éclatèrent de violentes manifestations qui dénonçaient le pouvoir chinois. L'attribution du prix Nobel de la paix au dalaï-lama en 1989, fut mal perçue par le gouvernement chinois. En mai 1993, les autorités chinoises durcirent leur politique par des mesures incluant la suppression de la liberté d'opinion, une stricte surveillance de la population, le contrôle des activités religieuses, et l'installation de colons chinois d'origine Han. En août 1993, des pourparlers eurent lieu entre les autorités chinoises et les représentants du dalaï-lama, mais le statu quo demeure. Le dalaï-lama propose aux chinois de conserver l'usage de la politique extérieure et de la défense du Tibet et de transférer aux tibétains la gestion des affaires intérieures. Bien que récemment, il ait laissé entendre qu'il serait prêt à d'autres concessions, sa présence aux divers sommets sur le droit de l'homme a le don d'irriter profondément Pékin et de contribuer au blocage de la situation.

### *Taiwan, province renégate*

La Chine considère Taiwan comme une partie intégrante de son territoire. Hormis une courte période de son histoire (1895 à 1945) où, suite à la guerre sino-japonaise, elle fit partie du Japon, elle a toujours été dans l'orbite de la Chine continentale, au début en tant qu'avant poste impérial puis à partir de 1683 comme province à part entière.

Le 8 décembre 1949, à la suite de la défaite des nationalistes du Guomindang, le gouvernement nationaliste de la Chine, emmené par le général Jiang Jieshi, s'établissait à Taipei. La libéralisation du régime amorcée à partir de 1975 a été poursuivie par le président Lee Teng-hui.

En 1991 furent élaborés un plan de restructuration du gouvernement, ainsi qu'un plan à long terme en trois phases ayant pour objectif la réunification avec la Chine continentale. En avril 1993, des représentants de la Chine et de Taiwan se sont rencontrés sur le territoire de la république de Singapour pour un premier échange de haut depuis 1949. Si les deux partenaires sont d'accord sur le but, la réunification de la Chine, en revanche aucun des deux ne s'accorde sur les moyens d'y parvenir.

Des maladroites du président Lee Teng-hui, comme sa déclaration, au journal japonais Asahi Shimbun en 1994, sur l'inutilité de continuer à faire apprendre l'histoire de la Chine ou comme son discours à l'université Cornell aux USA dans lequel il a éludé le sujet de la réunification, ont contribué à accroître les tensions.

Pour Pékin, l'indépendance de l'île n'est pas pensable, son autonomie est de plus en plus difficilement supportable. Son retour constitue la grande priorité de la politique chinoise. Pour

l'assurer, Pékin n'exclue pas l'éventualité d'un recours à la force. En mars 1996, les tirs de missile à travers le détroit, qui étaient destinés à faire échouer la candidature présidentielle de Lee Teng-hui, défavorable à une prompt réunification avec le continent, ont été traités de gesticulations militaires : la présence de porte-avions américains dans les parages rendait difficile le passage à une véritable offensive. Mais le message de ces tirs n'en était pas moins clair. D'ailleurs en 1995, le président Jiang Zemin avait déclaré : « Deux raisons pourraient nous amener à déclarer un état de guerre. La première serait la présence d'une armée étrangère sur le sol de Taiwan. La seconde serait dans le cas où Taiwan s'apprêterait à déclarer son indépendance ».

Le dialogue est depuis formellement rétabli. Les élections législatives et municipales de décembre 1998 sont marquées par l'enrayement du courant indépendantiste. Mais, les problèmes ne manqueront pas de réapparaître dans la perspective de l'élection présidentielle de mars 2000, le seul scrutin qui compte vraiment à Taiwan et qui redonnera l'occasion aux indépendantistes de trouver un second souffle.

### *Le Xinjiang, province islamique tournée vers l'Asie centrale.*

L'islam reste, à la différence du bouddhisme, du taoïsme et du christianisme, comme il l'était au XIX<sup>e</sup> siècle et à l'époque républicaine, lorsqu'il animait de terribles révoltes, une puissance politique avec laquelle il faut compter.

La force islamique la plus visible au sein du monde chinois s'étend sur l'ensemble du Xinjiang (Turkestan). Elle y est représentée par un ensemble de populations parlant des langues turques et ne pratiquant le chinois que comme une langue étrangère (Ouïgours, Kazakhs...). Dénommées « minorités ethniques » par le régime, elles sont les héritières de riches traditions culturelles qui ne doivent absolument rien à la Chine, mais qui sont partagées avec les quelque 55 millions de musulmans de l'Asie centrale ex-soviétique. Du côté chinois, les chiffres sont plus modestes – la Chine est cependant le douzième pays musulman du monde avec environ 20 millions de croyants (tous, ou presque, adhérant à l'islam sunnite de rite hanéfite).

Au Xinjiang, la situation est politiquement tendue. Les Chinois Han, représentent près de 50% de la population de la province, alors qu'ils n'étaient que 4% en 1949. Et, malgré une loi de 1984 prévoyant de mettre en pratique une autonomie administrative plus souple, la présence chinoise paraît toujours lourde aux autochtones qui manifestent épisodiquement leur impatience par des émeutes. L'agence d'information « Chine nouvelle » qui filtre ce genre d'événements, s'en est toutefois faite l'écho en 1997, en relatant deux attentats attribués aux séparatistes Ouïgours : l'un à Urumqi ayant fait 7 tués et 75 blessés et un autre à Pékin, 2 tués et 30 blessés.

Le gouvernement de Pékin cherche cependant à satisfaire au mieux ce besoin d'affirmation ethnique et religieuse. Car le Xinjiang est, beaucoup plus que le Tibet, une zone stratégique, tant par son voisinage russe que par ses richesses minérales et sa base nucléaire du Lop-nor. C'est aussi un lien précieux avec le tiers monde musulman et les émirats du pétrole.

Le Xinjiang positionne également la Chine dans l'échiquier de l'Asie centrale soumis à de nombreux bouleversements depuis la fin de l'URSS. Lieu d'opposition entre le fondamentalisme religieux, les russes et le nationalisme turc, l'Asie centrale est une zone à risques, par excellence. Au Kazakhstan, les opposants prônent le panturquisme. Au Tadjikistan, la guerre civile entre communistes et islamistes a déjà fait plusieurs dizaines de milliers de victimes. Le Turkménistan attire les convoitises de l'Iran. Le Kirghizistan est entré dans une période de calme relatif, mais la lutte entre clans pourrait se réveiller. Enfin, l'Ouzbékistan, centre de gravité de l'Asie centrale aspirent à une hégémonie géopolitique de

la région en s'efforçant de maintenir un équilibre régional. Les Turcs ont essayé en 1991 de les faire rentrer dans leur sphère d'influence.

Tous les ingrédients sont donc en place pour un embrasement de la région qui ne pourrait laisser la Chine indifférente.

## La Chine nouvelle puissance régionale de l'Asie du sud-est.

En 1875, dans un débat stratégique demeuré célèbre, la cour de Pékin choisit de consacrer ses forces à l'écrasement des rébellions musulmanes du Xinjiang plutôt qu'au renforcement de ses côtes menacées par l'intrusion occidentale. Et ce choix « de la steppe contre la mer » est apparu comme celui de « la tradition contre la modernité ». Dans les années 1990, la fin de la guerre froide, la disparition de la menace soviétique et le succès de la politique d'ouverture économique lancée par Deng Xiaoping encouragent la Chine à revendiquer à la fois la steppe et la mer, à amarrer au continent, sur lequel repose sa puissance hégémonique, l'Asie maritime, foyer et moteur du miracle économique. Après deux siècles de repli continental, la Chine regarde de nouveau vers le sud mais se heurte à deux concurrents : l'Inde et le Japon.

### *Politique d'expansion pour le contrôle de la mer de Chine méridionale*

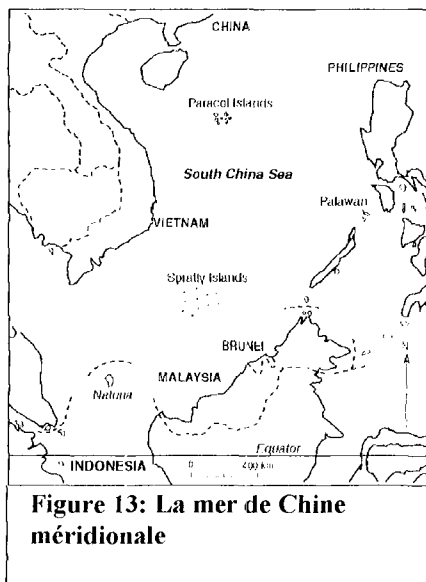


Figure 13: La mer de Chine méridionale

Le peu de ressources énergétiques dont dispose l'Asie orientale l'oblige à importer la moitié du pétrole nécessaire à sa consommation. La mer de Chine méridionale pourrait receler d'importants gisements dont les ressources sont évaluées à 17,8 milliards de tonnes, bien que la preuve n'en est pas été faite. Au rythme de croissance économique actuel, les gisements pétroliers du sud-est d'Urumqi seront épuisés en 2013. De plus, c'est le passage qu'emprunte les pétroliers en provenance du Golfe Persique qui ravitaillent l'Asie du nord-est.

Le contrôle de ces ressources et de ces voies maritimes constitue donc un enjeu capital pour une Chine devenue elle-même importatrice nette de pétrole depuis 1993.

En février 1992, Pékin adopte une loi délimitant ses frontières maritimes. La Chine revendique, comme eaux territoriales, 80 % de l'étendue de cette mer. En 1974 elle

s'est emparée par la force des îles Paracels, au large des côtes du Viêt-nam central, puis a poursuivi sa politique d'expansion vers les îles plus méridionales des Spratlys. Cette politique se base sur une stratégie d'incursions, de mise en place d'installations diverses au mépris des lois internationales. Le 20 janvier 1974, la Chine occupe deux îles. Dix ans plus tard, sous couvert d'une mission météorologique de l'UNESCO, les Chinois occupent six nouveaux atolls. Les Vietnamiens ripostent. Trois de leurs navires sont coulés et ils comptent soixante-douze morts dans leurs rangs.

Les îles Spratlys sont inhabitées. Lors de la conférence de paix de 1951, il fut convenu qu'elles devaient être évacuées par les japonais et rendues à leur ancien propriétaire. Mais aucune décision admise par la communauté internationale n'a été prise concernant les propriétaires.

Depuis la fin des années quatre-vingt, les pays riverains sont engagés dans une course contre la montre. En 1997, les Vietnamiens occupent vingt et une îles, les Chinois: neuf, Taiwan: une, les Philippines, huit, les Malysiens: trois.

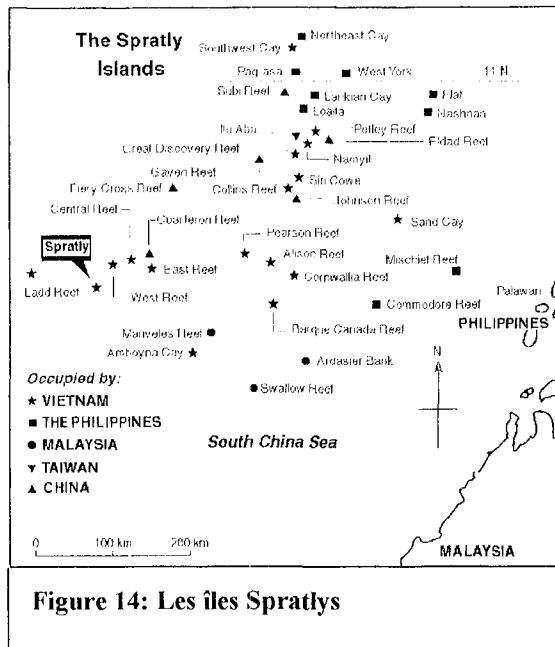


Figure 14: Les îles Spratly

La situation est tendue sur le récif de Mischief Reef occupé par les Chinois en 1995, les Philippines ayant en réaction fait sauter des coraux avoisinants, sur lesquels les Chinois avaient érigé des bornes. Ces derniers ont depuis consolidé leurs défenses en particulier antiaériennes.

Suite au départ des forces américaines de la base de Subic Bay, aux Philippines, et des Russes, de Cam Rahn Bay, au Viêt-nam, les Chinois sont en train de combler le vide. Bien qu'aucun pays de l'ASEAN ne disposera jamais de forces navales suffisantes pour s'opposer aux prétentions chinoise, la Chine doit cependant tempérer ses ardeurs car une coopération économique est nécessaire à son propre développement.

Les Chinois se montrent cependant déterminés à défendre leurs possessions. Ils érigent des structures permanentes, et commencent à construire une piste d'atterrissage. A partir de là, les Chinois sont en mesure de menacer n'importe quelle capitale de la région et d'interdire la circulation des navires japonais ou de Taiwan.

**La stratégie d'encerclement de l'Inde, rivale régionale.**

A la fin des années cinquante, la situation se détériora entre la Chine et l'Inde. Lors de leur occupation du Cachemire, les Indiens commirent l'erreur de vouloir couper la seule route reliant le Tibet au Xinjiang. Cette route serpentait à travers l'Aksai Chin, lequel, pour les Indiens fait partie du Cachemire.

Le 20 octobre 1962, les troupes chinoises bousculèrent des Indiens mal équipés. Les Chinois ayant reconquis la zone occupée, l'offensive s'arrêta d'elle-même. Depuis, la Chine est perçue comme sa principale rivale sur le plan géostratégique.

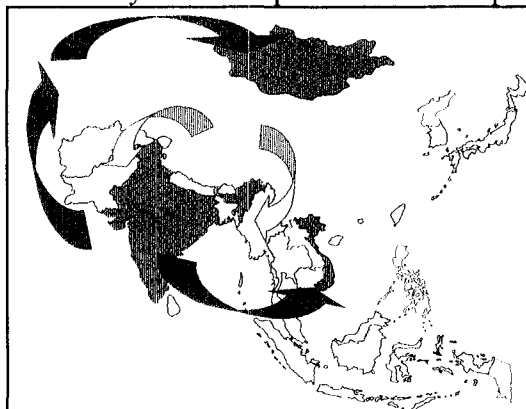


Figure 15 : Chine et Inde, stratégies d'encerclement

Le cauchemar des stratèges indiens consiste en une attaque conjointe sino-pakistanaise contre New Delhi. Depuis l'Himalaya, les Chinois, gênés par aucune barrière naturelle pourraient envahir sur la plaine du Gange.

Les Chinois soutiennent Islamabad et leur fournissent des équipements militaires. Les Indiens ont répliqué en signant un accord avec le Viêt-nam, début 1990. Depuis, chaque protagoniste tente d'encercler son adversaire. L'Inde signe un traité d'amitié avec le Viêt-nam et la Mongolie; la Chine, avec le Pakistan et la Birmanie.

Les cartes chinoises montrent que la frontière s'arrête dans la vallée du fleuve Brahmapoutre alors que le tracé indien se situe en zone tibétaine à plus de cent cinquante kilomètre au nord du fleuve Brahmapoutre. Ce

différend territorial concerne plus de trois cent mille kilomètres carrés, soit plus de la moitié de la France.

Le problème dans la région est d'autant plus grave que les trois puissances principales de la zone ont l'arme nucléaire, la Chine depuis 1964, l'Inde depuis 1974, le Pakistan depuis 1990. La Chine est la seule à posséder des missiles balistiques intercontinentaux et est en train de se doter de la technologie MIRV (têtes multiples).

Dans les années soixante, Pékin avait cherché à contrôler l'axe Moscou - New Delhi en s'alliant avec le Pakistan. New Delhi avait répondu en établissant des contacts avec le Viêt-nam et la Mongolie, deux rivales historiques de la Chine. Aujourd'hui, les Chinois ont réussi une percée stratégique sur leur flanc sud, en Birmanie.

La tibétisation de la Birmanie représente un exemple de la poussée de Pékin vers l'ouest, en direction de l'Océan Indien, bien au delà de sa sphère d'influence traditionnelle. De même qu'au Tibet, des dizaines de milliers de commerçants chinois ont franchi la frontière dans le but de s'installer en Birmanie. Le commerce entre la Chine et la Birmanie dépasse les deux milliards de dollars et Pékin a fourni à Rangoon, les chars et avions qui lui ont permis de mater la rébellion. L'Inde essaie de réagir, la bataille se déroulera sur le plan économique et commercial.

### ***Chine, Japon, une entente impossible.***

De la défaite de la Chine en 1895 à celle du Japon en 1945, l'histoire des relations entre ces deux pays se résume à une série d'affrontement armés et d'annexions territoriales.

Le souvenir des atrocités commises par les troupes d'occupation japonaises est toujours vivant dans la mémoire collective chinoise. Le sac de Nankin en 1937 fit entre 150.000 et 300.000 victimes civiles. Le Japon a refusé pour l'instant d'admettre la pleine étendue de ses responsabilités dans sa guerre contre la Chine en dépit de regrets formulés par certains de ses dirigeants, comme l'empereur Akihito en 1992. Une part importante des Japonais refuse en effet, de faire amende honorable.

En l'absence d'évolution des mentalités, les chinois n'oublient pas et ont toujours peur de tout renouveau impérialiste ou militariste au Japon. Malgré l'intensification de leurs relations économiques, l'aide technique et économique que pourrait apporter le Japon, le fossé qui sépare ces deux nations est loin d'être comblé.

### ***Vers un leadership économique de l'Asie orientale***

#### *La politique d'ouverture*

Alors qu'en Occident les partisans du credo libéral contestaient de plus en plus vigoureusement l'intervention des gouvernements centraux dans l'activité économique et parfois même l'utilité de tels gouvernements, l'Asie a donné l'impression d'avoir pris les devants. La croissance miraculeuse des dernières décennies s'y est en effet poursuivie, pour une bonne part, en dehors des cadres territoriaux dans lesquels s'ancrent les souverainetés étatiques.

On peut souligner le rôle qu'ont joué dans la croissance asiatique les réseaux informels, les aires de transaction, les corridors créés par les délocalisations. La configuration de nouvelles entités économiques triangles de croissance, territoires d'économie naturelle se structure autour des flux de capitaux, d'information, de matières premières. Elle prend en compte la dispersion géographique des processus de production. Elle s'organise autour de métropoles

portuaires et financières : Hong Kong, Singapour, Tokyo, véritables nœuds où s'entrecroisent les fils des divers réseaux. L'évolution des marchés et les stratégies des entreprises gouvernent la construction de ces économies transnationales. Les processus enclenchés par la mondialisation l'emportent sur les régulations, même si les Etats jouent parfois un rôle important dans la naissance des triangles ou l'accompagnement de leur croissance.

En 1978 Deng Xiaoping a fait prévaloir en Chine trois grandes orientations : la priorité au développement économique; une décentralisation des pouvoirs destinée à stimuler les initiatives et l'ouverture du pays sur l'extérieur. Cette décision de s'ouvrir aux technologies et aux capitaux occidentaux et de créer des zones économiques spéciales sur ses côtes méridionales a permis la formation du plus connu de ces territoires d'économie naturelle et du plus actif aussi : celui de la Chine du Sud, parfois baptisé Grande Chine. Il englobe Hong Kong, Taiwan et, sur le continent, les provinces du Guangdong et du Fujian. Il offre l'étonnant spectacle d'une intégration des réseaux de production et de financement, développée à partir des années 1980 en dehors de tout patronage institutionnel et en dépit de profondes divisions politiques. En 1996, les démonstrations de force militaire chinoises sur la côte du Fujian, face à Taiwan, n'empêchent pas le commerce de prospérer entre la République populaire et la Chine nationaliste. Le total de leurs échanges cette année-là est évalué à 20 milliards de dollars.

Cette intégration a propulsé la Grande Chine sur le devant de la scène économique régionale. Les exportations cumulées de Taiwan, Hong Kong et des provinces du Guangdong et du Fujian représentent 2,8 % des exportations mondiales en 1985 et 6,6 % dix ans plus tard. Le commerce extérieur de la Chine, dont le poids dans le commerce mondial a triplé entre 1980 et 1995 (passant d'environ 1,1 % à plus de 3 %), est actuellement pour une bonne moitié le fait d'industries qui importent des produits intermédiaires pour les réexporter sous forme de produits finis. Mais la région s'affirme aussi comme un des principaux centres manufacturiers dans de nombreuses branches de l'industrie légère : jouets, confection, ordinateurs. Hong Kong a joué un rôle essentiel dans ce processus d'intégration régionale. La place a servi de relais, permettant aux entrepreneurs taiwanais de contourner les obstacles politiques, d'ignorer les tensions renaissantes entre leur gouvernement et celui de Pékin. Hong Kong a aussi fourni les technologies, l'expertise, l'information et les capitaux. Elle a enfin facilité la mobilisation et la coopération de la diaspora chinoise dont elle-même représentait l'une des principales bases jusqu'à la rétrocession de 1997.

### *La diaspora chinoise*

	% de la population	% du capital détenu (hors terres)
Singapour	77,6	81
Malaisie	31,0	61
Indonésie	3,0	75
Thaïlande	12,0	81
Philippines	1,5	51

**Figure 16 : Part des Chinois d'outre-mer dans le capital des pays de l'ASEAN**

Forte d'une cinquantaine de millions de membres (6 millions à Hong Kong, 20 millions à Taiwan, 22,5 millions en Asie du Sud-Est), la diaspora chinoise forme un véritable « Commonwealth » qui, en dehors de toute base territoriale ou nationale, intègre des myriades

d'entreprises de tailles très diverses mais partageant une culture commune fondée sur les traditionnelles valeurs confucéennes : travail, épargne, solidarité familiale. Liées entre elles par des réseaux d'affaires, les communautés de la diaspora ont accumulé une énorme richesse qui a pu la faire apparaître comme la quatrième puissance économique mondiale à côté des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon. Au début des années 1990, la diaspora chinoise réalise les deux tiers des investissements étrangers directs en Chine. Ces investissements se concentrent massivement au Guangdong et au Fujian mais ne s'y limitent pas, s'étendant vers le Nord, le long des provinces côtières jusqu'à Shanghai et au-delà. Le triangle de la Chine du Sud a ainsi joué un rôle moteur dans l'intensification des transactions au long des multiples réseaux qui, de Singapour à Tianjin, confère à l'Asie maritime son unité et son identité.

Le réseau économique chinois, parcourant aujourd'hui des pays tels que la Chine, Taiwan, Hong-Kong, Singapour ainsi que la plupart des pays de l'ASEAN, est lui-même doublé d'un second échelon de réseaux, voire d'un troisième ou d'un quatrième ; il s'agit des ethnies, clans et familles. Le second échelon est essentiellement constitué de cinq groupes apparentés à l'ethnie Han chinoise. Ils sont toutefois distincts entre eux – notamment au niveau des moeurs et des attitudes. Il s'agit tout d'abord des Hokkiens, originaires de la Province du Fujian. Ils sont, de loin, les plus nombreux en Asie du Sud-Est. Près de la moitié des Chinois d'outre-mer, soit vingt-cinq millions, sont en effet d'origine Hokkien. Puis il y a les Téocheus, au nombre de huit millions ; les Cantonais – cinq à six millions – les Hakkas, trois millions, et enfin les Hylams.

Parmi tous ces groupes ethniques d'origine chinoise, les Hakkas occupent une place à part. Les Hakkas ont des traits physiques qui les différencient nettement des autres Chinois d'outre-mer.

Contrairement aux autres peuples chinois, les Hakkas ne sont pas originaires de la Chine du Sud, mais de la vallée du Fleuve Jaune, dont ils furent chassés aux alentours de la fin du treizième siècle. C'est de cette époque que date le mot Hakka, lequel est constitué de deux idéogrammes : voyageur et famille. De tous temps, ils ont fourni à la Chine ses plus brillants administrateurs. Les dirigeants chinois Deng Xiaoping et Li Peng, la Philippine Cory Aquino, les Singapouriens Lee Kuan Yew, Lee Hsieng Loong et Richard Hu, le Birman Khin Nyunt et le Taïwanais Lee Teng-Hui sont tous des Hakkas.

### *Des inégalités*

La croissance laisse cependant subsister des poches de misère, situées surtout dans des régions isolées dans l'ouest du pays. Selon la Banque mondiale, près de 100 millions de personnes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté absolue. Les progrès s'accompagnent de fortes inégalités. Dans la première moitié des années 80, une politique très favorable à l'agriculture avait permis une réduction des inégalités de revenus entre les paysans et les citadins, mais depuis l'écart s'est élargi. En moyenne, le revenu par tête est trois fois plus élevé en ville. Par ailleurs, dans les campagnes, les systèmes de protection sociale ont souvent disparu en même temps que les structures collectives. Et les différenciations régionales se sont d'autant plus accentuées que la décentralisation a réduit la capacité de l'Etat à redistribuer les ressources des régions les plus prospères vers les plus déshéritées.

L'excédent de main-d'œuvre agricole entraîne l'afflux vers les grandes villes d'une population à la recherche de travail, estimée à 80 millions de personnes. Mais la précarité menace aussi les salariés urbains en raison de l'absence de protection sociale hors du secteur d'Etat, de la multiplication des contrats de travail temporaire, des programmes de rationalisation de la gestion des entreprises, dont 40 % sont actuellement en déficit. Enfin, partout, les différences sociales ont pris de l'ampleur avec la multiplication des revenus non salariaux, issus d'activités

privées et de spéculations diverses avec l'importance des primes liées aux performances des entreprises.

### *La crise en Asie : un tremplin pour la Chine*

La crise a éclaté le 2 juillet 1997 lorsque la Thaïlande a décidé de laisser flotter le cours de sa monnaie. C'est une crise du secteur privé et du surinvestissement rendue possible par l'entrée de l'Asie dans l'économie mondiale quelques années plus tôt.

L'accumulation de dettes à court terme et en devises, non couvertes, a rendu certains pays d'Asie du sud-est très vulnérables au risque du change. En mai et juin 1997, les liquidations et les opérations de couverture du risque réalisés par les financiers étrangers conduisent les banques et les sociétés locales à acheter des devises étrangères pour couvrir leur endettement et assurer leurs prochains remboursements. Malgré la tentative des banques centrales pour soutenir le cours des monnaies locales, les gouvernements se voient contraints de laisser flotter leur monnaie en abandonnant leur parité avec le dollar. La Thaïlande, la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie sont successivement touchées avec des dévaluations respectivement de 40%, 27%, 24% et 33%.

Fin 1997, la Corée du Sud entre à son tour dans la tourmente. Ses sociétés ont recouru au crédit bancaire plutôt qu'aux émissions d'actions pour financer leurs activités. Les banques s'étant montré très complaisantes, les créances douteuses se sont multipliées. Le ratio moyen de l'endettement des grands groupes par rapport à leur capitalisation atteint 220%, incitant ainsi les investisseurs à se retirer. Les remboursements des dettes sont impossibles. La Corée est au bord de la faillite.

Le Japon, quant à lui, s'est mal remis de l'éclatement de la bulle spéculative qui en 1990, a fait s'écrouler les cours de la bourse et du marché immobilier. Son marché financier est écrasé par des créances douteuses dont le montant a été rendu public par le ministère des finances au début de 1998 : 620 milliards de dollars, soit 15% du PNB. Depuis, plusieurs banques ont été nationalisées et de nombreuses sociétés financières mises en faillite. L'International Herald Tribune commente « une des plus riches nations du monde flirte avec la banqueroute ».

Le Fonds Monétaire International a consenti des crédits avoisinant les 100 milliards de dollars durant le second trimestre 1997. Mais, les plans de redressement qu'il impose en contrepartie de son aide, se heurtent à la culture des entreprises et aux pratiques des gouvernements.

La crise permet à la Chine d'apparaître sous un nouveau visage : celui d'une grande puissance désireuse et capable d'assumer ses responsabilités régionales et mondiales.

La première réaction chinoise face à la crise est celle de la solidarité affirmée avec les pays en difficultés. En août 1997, le gouvernement de Pékin participe, à hauteur d'un milliard de dollars, au crédit organisé par le FMI en faveur de la Thaïlande. Ce qui ne l'empêche pas de s'associer aux critiques formulées contre la politique de réformes structurelles qu'impose le Fonds.

Dans les mois qui suivent la Chine acquiert au sein de la communauté internationale une respectabilité nouvelle qui tient à sa décision de ne pas dévaluer le yuan. Zhu Rongji, alors vice Premier ministre, en prend l'engagement solennel dès janvier 1998. Une telle politique ne peut que freiner les exportations et les investissements étrangers directs. Or en 1997 les exportations ont représenté 18,5 % du PNB de la Chine. Au premier semestre 1998, elles continuent de croître mais de 7,7 % seulement (contre 22,6 % au premier semestre de l'année précédente). Le manque à gagner est peut-être moins important qu'il ne semblerait à première vue. La Chine en effet importe 38 % des matières premières et des intrants nécessaires à la fabrication des produits destinés à l'exportation. L'augmentation du coût de ces importations

réduirait d'autant les gains apportés par une éventuelle dévaluation du yuan. La Chine d'autre part a le souci de préserver le lien qui unit la monnaie de Hong Kong au dollar américain et, à travers ce lien, l'activité économique et l'équilibre politique de la Région administrative spéciale.

Mais la raison la plus souvent avancée par le gouvernement de Pékin pour justifier son attachement à la stabilité du yuan est la nécessité de ne pas aggraver l'instabilité monétaire en Asie orientale. Il fait peu de doute en effet que l'affaiblissement du yuan entraînerait de nouvelles dévaluations en chaîne dans la région, approfondirait la dépression et contribuerait à l'extension de la crise vers d'autres marchés émergents, peut-être même vers les marchés américain et européen. La Chine se présente donc comme un rempart de l'Asie. On pourrait objecter que c'est un rempart fragile, que la dévaluation du yuan est inévitable à plus ou moins brève échéance, que le marché chinois ne peut offrir aux produits manufacturés des pays de l'ASEAN les débouchés dont dépend le redressement économique de la région. On pourrait ajouter que le ralentissement de la croissance et la montée du chômage, qui se dessinent en Chine même depuis le printemps 1998, risquent d'avoir des répercussions fâcheuses pour les pays voisins.

Son mérite est reconnu par les nations industrialisées du G7, dont les dirigeants se retrouvent à Birmingham en mai 1998. Le Premier ministre britannique loue « une fidélité sans faille aux engagements » et le président Jacques Chirac, une « attitude on ne peut plus responsable et ouverte à la coopération ». Forte de cette nouvelle reconnaissance internationale, la Chine admoneste le Japon. A la mi-juin, le gouverneur de la Banque centrale chinoise déplore « la récente et brutale dépréciation du yen..., préjudiciable à la stabilité financière et au redressement économique de l'Asie orientale... ». Il espère « que le gouvernement japonais adoptera des mesures efficaces » pour stabiliser sa monnaie.

Le leadership de l'Asie orientale, qui semblait devoir revenir au Japon, va-t-il être assuré par la Chine ? Celle-ci deviendra-t-elle le chef de file de l'Asie maritime ?

## Conclusion

Les objectifs de la Chine relèvent à la fois d'une politique de retour aux frontières dynastiques et d'une volonté nouvelle d'expansion vers le sud.

Le rétablissement de la souveraineté chinoise sur les territoires perdus au cours des événements du dernier siècle est un souci permanent. Cette logique explique à la fois la politique de répression au Tibet et au Xinjiang et les efforts diplomatiques déployés pour la rétrocession de Hongkong, de Macao et des territoires frontaliers sous juridiction russe. Le retour de Taiwan constitue maintenant la grande priorité de la politique chinoise, qui n'exclue pas pour l'obtenir un recours à la force.

Parallèlement, la Chine veut jouer le rôle de puissance dominante dans le sud-est asiatique principalement vis à vis des pays de l'ASEAN. Dans un monde où la puissance des Etats se mesure en termes économiques, le succès de sa politique d'ouverture au marché international conduit la Chine à amarrer au continent sur lequel repose sa puissance, l'Asie maritime, berceau du miracle économique.

Le semblant de désengagement américain en Asie concrétisé par la fermeture de bases militaires importantes et les termes employés par le président Clinton lors de son voyage en Chine du 25 juin au 3 juillet 1998, peut laisser entrevoir à la Chine la possibilité de mener une politique d'expansion régionale.

Cette politique s'appuie sur la diaspora chinoise d'outre-mer que Pékin considère comme chinoise à part entière et qui tient les leviers économiques de la région. Le gouvernement s'inquiète des émeutes en Indonésie contre la communauté d'origine chinoise, conséquence de la crise que traverse actuellement l'Asie.

Pour jouer un rôle de premier plan, la Chine a besoin de disposer de forces militaires capables de projection dans la zone. La Chine ne dispose pas pour l'instant d'une marine à la hauteur de ses ambitions et accuse un retard technologique important en matière d'armement. Elle a lancé récemment un projet ambitieux de construction navale, prévoyant de disposer de groupes aéronavals à l'horizon 2010. Le budget chinois de la défense aurait augmenté de 60% entre 1990 et 1994 et serait, de plus, trois fois supérieur aux chiffres officiels. Cependant, le secret observé par les chinois dans le domaine de la défense ne permet pas d'avoir une idée claire sur l'importance des efforts consentis.

Les experts s'accordent cependant pour estimer que vers 2020, Pékin disposera des moyens économiques et militaires pour établir une hégémonie régionale.

Cet intérêt pour une aventure maritime n'est pas nouveau dans l'histoire de la Chine. En effet, au début du 15<sup>ème</sup> siècle, l'empereur avait déjà lancé un certain nombre de grandes expéditions maritimes vers l'ouest. Des armadas de plusieurs centaines de navires s'étaient aventurées à travers le détroit de Malacca jusqu'à l'Inde, le détroit d'Ormuz et les côtes africaines. Ces succès furent à l'époque sans lendemain car, sous l'influence des mandarins, la Chine décida de se replier sur elle-même. Mais Pékin n'oublie pas que ses deux derniers envahisseurs, l'occident et le Japon sont venus par la mer.

Il reste cependant difficile de se faire une idée précise des intentions chinoises à moyen terme. Comme le disait Lord Macartney en 1794 : « Rien ne serait plus trompeur que de juger de la Chine selon nos critères européens ».

## **Table des illustrations**

<i>Figure 1: Géographie de la Chine</i> .....	4
<i>Figure 2 : Chine et densité de population</i> .....	5
<i>Figure 3 : Population des nationalités de Chine (recensement 1990)</i> .....	5
<i>Figure 4: Langues et dialectes chinois</i> .....	6
<i>Figure 5: la Chine sous la dynastie Zhou</i> .....	7
<i>Figure 6: la Chine sous la dynastie Qin</i> .....	8
<i>Figure 7: la Chine sous la dynastie Tang</i> .....	10
<i>Figure 8: la Chine sous la dynastie Ming</i> .....	11
<i>Figure 9: Chine de la dynastie Mandchoue</i> .....	12
<i>Figure 10: Population, natalité et fécondité</i> .....	19
<i>Figure 11: Evolution prospective de la population (milliers d'habitants)</i> .....	19
<i>Figure 12: Zone de cession de terres à la Chine par la Russie.</i> .....	22
<i>Figure 13: La mer de Chine méridionale</i> .....	25
<i>Figure 14: Les îles Spratlys</i> .....	26
<i>Figure 15 : Chine et Inde, stratégies d'encerclement</i> .....	26
<i>Figure 16 : Part des Chinois d'outre-mer dans le capital des pays de l'ASEAN</i> .....	28

## **Bibliographie**

Le mandarin et le comprador  
Marie-Claire Bergère  
Editions Hachette 1998.

Le défi chinois  
Serge Bésanger  
Editions Alban 1996.

Chine, peuples et civilisations  
Sous la direction de Pierre Gentelle  
Série : les dossiers de l'état du monde  
Editions La découverte 1997.

Encyclopédie Encarta 1997 – Microsoft.

Atlas Microsoft 1997.

<http://www-chaos.umd.edu/history/toc.html>  
History of China  
Léon Poon

<http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/entoc.html>  
CHINA - A Country Study  
Library of Congress

Journaux : Le Monde, Le Monde diplomatique, Jayne's defense.

Communiqués de l'Observatoire des Relations Internationales.